

Vincent Badré

**L'HISTOIRE**

**FABRI**

**QUEE?**

**CE QU'ON NE VOUS  
A PAS DIT À L'ÉCOLE...**

 éditions du  
**ROCHER**

DOCUMENT

# L'HISTOIRE FABRIQUÉE ?

VINCENT BADRÉ

## L'Histoire fabriquée ?

*Ce qu'on ne vous a pas dit à l'école...*

 éditions du  
**ROCHER**

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

du Temple et des Mosquées ; 2000, extension des « écuries de Salomon » par les Palestiniens sous l'esplanade et visite d'Ariel Sharon suivie d'un soulèvement palestinien.

## ↳ **La fabrique d'une idée reçue**

*Qu'en dit-on ?* **Une confusion inextricable.** Pour un manuel, la confusion de l'identité religieuse, patrimoniale et politique est une source d'intolérance, de haine et de fanatisme<sup>33</sup>. Un autre livre montre que l'ouverture du « tunnel des Hasmonéens » par les Israéliens « sous » le mont du Temple des juifs, dans un lieu où Jésus a enseigné et qui est devenu l'esplanade des Mosquées pour les musulmans, a provoqué des émeutes musulmanes<sup>34</sup>.

*Comment le dit-on ?* **Israël mis en accusation.** La manière dont les conflits autour de ce lieu sont présentés est en général propalestinienne. Dire faussement que le tunnel en question se trouve « sous » l'esplanade alors qu'il longe le mur extérieur de celle-ci rejoint la propagande musulmane qui affirme que les mosquées de Jérusalem sont menacées. Un autre manuel va dans le même sens propalestinien en citant un texte qui décrit des fouilles israéliennes payées à coups de millions de dollars pour confirmer le récit biblique, malgré l'avis d'autres universitaires, dont un Palestinien qui voit « une sorte de fiction à propos du X<sup>e</sup> siècle », époque du roi David<sup>35</sup>.

## ↳ **L'histoire à découvrir**

*Ce qu'on dit moins souvent.* **Attaque musulmane et palestinienne contre les traces de la présence juive sur le**

**mont du Temple.** Un seul manuel rappelle que « Jérusalem est une ville qui, depuis 3 000 ans, n'a cessé d'être [...] saccagée afin d'effacer toute trace du passé. Aujourd'hui encore, les autorités islamiques, qui ont autorité sur le mont du Temple, se sont engagées dans un énorme chantier de destruction des vestiges des époques davidique et salomonique qui se trouvent sous le dôme du Rocher et Al Aqsa<sup>36</sup>. » Un autre manuel nous met sur la piste de cette affaire sans le dire. Il montre en effet qu'un escalier descend sous l'esplanade vers des salles en contrebas<sup>37</sup>. Il s'agit d'un espace aménagé par les Templiers pendant les croisades et transformé en mosquée. Il a été considérablement agrandi en creusant sous le sol et la terre issue de ces excavations a été mise à la décharge. Le tamisage de ces gravats par des Israéliens<sup>38</sup> a donné lieu à la découverte de jetons fiscaux de rois de Juda du début du VII<sup>e</sup> siècle<sup>39</sup>.

La visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade en septembre 2000 est présentée par plusieurs manuels<sup>40</sup> comme une cause importante du second soulèvement palestinien (*intifada*). Menée en pleine campagne électorale et après l'échec de négociations de paix en février de la même année, cette visite cherchait aussi à faire cesser ces destructions de vestiges<sup>41</sup>.

*Ce qu'il faut aussi savoir.* **Certains juifs ont des visées sur l'esplanade des Mosquées.** Toutes les craintes musulmanes ne sont pas sans fondement. Même si l'État d'Israël s'y oppose, certains juifs très minoritaires rêvent en effet de reconstruire le temple à Jérusalem et ont déjà commencé à réaliser des reconstitutions des objets liturgiques qui pourraient y être utilisés<sup>42</sup>.

|| Chapitre important pour montrer ce que les

*programmes de 1996 nommaient « les fondements de notre monde contemporain », la présentation de la « démocratie athénienne » est faite en sixième et en seconde. Nous avons choisi d'analyser plutôt les manuels de sixième, qui touchent plus d'élèves que les livres de seconde générale et qui sont plus synthétiques.*

## **LA DÉMOCRATIE ATHÉNIENNE DONNE LE POUVOIR AU PLUS GRAND NOMBRE**

*Dates et lieux : - 512, réformes de Clisthène ; - 480, victoire de Salamine ; de - 443 à - 429, Périclès stratège d'Athènes à de nombreuses reprises ; - 406, batailles des îles Arginuses ; - 399, exécution du philosophe Socrate ; - 338, bataille de Chéronée et soumission d'Athènes à Philippe de Macédoine, père d'Alexandre le Grand.*

### **↳ La fabrique d'une idée reçue**

*Qu'en dit-on ? **La démocratie athénienne est digne d'éloges.*** Le titre d'une citation d'Euripide le dit bien, c'est « un régime politique idéal », car « notre cité n'est pas gouvernée par un seul homme. Elle est libre<sup>43</sup>. » Les textes choisis par plusieurs autres manuels sont eux aussi tout à la fois descriptifs et élogieux.

*Comment le dit-on ? **Définition imprécise d'un modèle très différent du nôtre.*** Comment les élèves pourront-ils comprendre la vie politique si elle leur est présentée avec des mots au sens si large et si confus ? Le mot démocratie désigne en effet dans les manuels deux réalités très éloignées.

*Euripide montre l'étrangeté de la démocratie athénienne où*

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



une mosaïque montrant la guérison d'un paralytique par Jésus<sup>86</sup>. L'exemple du pardon des offenses que donne Jésus par sa mort sur la croix n'est pas signalé par les manuels. Ils ne citent pas non plus la promesse que fait Jésus d'envoyer l'Esprit-Saint qui peut apporter la grâce divine et la force nécessaires pour ne plus revenir au mal et pour pouvoir pardonner « sept fois soixante-dix-sept fois ».

*Né au moment où l'Empire romain unifie le pourtour de la Méditerranée, le christianisme se développe à l'époque la plus stable et la plus brillante de la domination romaine.*

## **LES CHRÉTIENS ÉTAIENT ACCUSÉS DE HAÏR L'EMPEREUR**

*Dates et lieux* : persécution de l'empereur Néron à Rome en l'an 64 ; interdiction officielle du christianisme d'environ 112 à 313 dans tout l'Empire romain.

### **La fabrique d'une idée reçue**

*Qu'en dit-on ?* **Des chrétiens contre le pouvoir politique.** « Pour anéantir la rumeur qui lui attribuait l'incendie de Rome en 64, Néron trouva des coupables. [...] Ils furent reconnus coupables d'avoir incendié Rome et de haine contre l'empereur car ils refusaient de l'honorer<sup>87</sup>. »

*Comment le dit-on ?* **Un texte brutalement falsifié.** L'habitude de modifier les textes pour les rendre compréhensibles par les élèves les rend généralement plus accessibles. Voici l'un des deux textes dont le sens a été inversé

et falsifié que j'ai trouvé dans les nouveaux manuels. Ces deux cas concernent les relations des chrétiens avec l'État.

## « L'histoire à découvrir

*Ce qu'on dit moins souvent. Que dit le véritable texte ?* L'empereur Néron « offrit d'autres coupables » qui furent « bien moins convaincus d'incendie que de haine pour le genre humain », ce qui laisse penser que Tacite ne les croit pas responsables de l'incendie. Tacite ne parle pas de haine des chrétiens « contre l'empereur », mais contre le « genre humain ». Tacite affirme aussi que les chrétiens sont « détestés pour leurs abominations<sup>88</sup> ».

Dans le cours, le manuel Hatier donne une bonne explication de cette haine contre les chrétiens : « Les païens [...] les accusent d'irriter les dieux romains en refusant de leur offrir des sacrifices. » Cette attitude menace alors le genre humain tout entier qui risquerait de subir les conséquences de la colère des dieux. Ce manuel explique aussi pourquoi Tacite parle d'abominations : « On raconte que les chrétiens mangent des enfants et boivent du sang humain<sup>89</sup>. » Cette dernière rumeur est née d'un écho déformé des rites de la messe qui étaient alors réservés aux baptisés. Les chrétiens disent en effet qu'ils consomment le corps et le sang du Christ.

*Ce qu'il faut aussi savoir. Les païens n'étaient tolérants qu'entre eux.* Les Romains admettaient relativement bien les nouveaux dieux, les Athéniens auraient construit un autel au dieu inconnu, mais ils avaient du mal à admettre le monothéisme exclusif des juifs et des chrétiens. Pour pouvoir conserver leur religion, les juifs sont entrés en guerre avec les Grecs au temps des Maccabées au II<sup>e</sup> siècle av. J.-C. ; puis contre les Romains

en 66 et en 132 après J.-C., et ces guerres inexpiables ont abouti à la dispersion des juifs.

## ❖ Document retrouvé

**Tertullien : les chrétiens honoraient l'empereur, et refusaient de l'adorer.** Autre déformation introduite par le manuel Hachette, les chrétiens ne refusent pas d'honorer l'empereur, mais de l'adorer comme un dieu et de lui offrir des sacrifices. Dans son apologie écrite en 197, Tertullien affirme :

« Nous autres, nous invoquons pour le salut des empereurs le Dieu éternel, le Dieu véritable, le Dieu vivant [...]. L'empereur n'est grand qu'autant qu'il est inférieur au ciel : il est, en effet, lui-même la chose de Celui à qui le ciel et toute créature appartiennent. [...] Dans nos prières incessantes, nous demandons pour les empereurs une longue vie, un règne tranquille, un palais sûr, des troupes valeureuses, un sénat fidèle, un peuple loyal, l'univers paisible, enfin tout ce qu'un homme ou un César peuvent souhaiter<sup>90</sup>. »

*Traversé par de graves invasions au cours du III<sup>e</sup> siècle, l'Empire romain se divise en deux moitiés à la fin du IV<sup>e</sup> siècle et sa partie occidentale s'effondre après 406, laissant la place à des royaumes germaniques, dont celui des Francs dans ce qui est devenu ensuite le Nord de la France, la Belgique et une partie de l'Allemagne de l'Ouest.*

**LE RÈGNE DE CLOVIS N'A AUCUNE  
IMPORTANCE DANS L'HISTOIRE DE**

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

de grandes conséquences culturelles et sociales.

## **LES CROISADES ÉTAIENT UN AFFRONTEMENT DE GUERRES SAINTES**

*Dates et lieux* : 1099, prise de Jérusalem par les croisés ; 1187, Saladin défait l'armée du Royaume de Jérusalem à Hattin ; 1291, chute d'Acre, fin des États latins d'Orient.

### ➤ **La fabrique d'une idée reçue**

*Qu'en dit-on ?* « **Chrétiens et musulmans justifient la guerre au nom de Dieu.** » C'est ce que les élèves doivent montrer en rédigeant un texte de synthèse après avoir comparé « deux textes justifiant l'idée de guerre sainte » dans le manuel Hachette de cinquième. Le premier, de Bernard de Clairvaux, affirme que « les chevaliers du Christ combattent en toute sécurité pour leur Seigneur » tandis que le second, du musulman Al-Sulami, explique que les chrétiens mènent le *djihad* contre les musulmans et qu'ils « ont conquis de vastes territoires, exterminant et humiliant leurs habitants ». Pour lui, il faut donc que les musulmans partent aussi « guerroyer pour la foi<sup>30</sup> ».

*Comment le dit-on ?* **Création d'une fausse symétrie.** Placés côte à côte, ces textes semblent similaires alors qu'ils n'ont pas le résultat d'une même évolution. Un retour des textes du même manuel concernant les périodes antérieures aurait permis de montrer qu'il y a une conception offensive de la « guerre sainte » musulmane qui ne se retrouve pas dans le discours chrétien. Le Coran demande que les musulmans combattent « ceux qui ne croient pas en Dieu<sup>31</sup> », ce que ne fait pas l'Évangile. En 1095, le premier appel du pape Urbain II au

pèlerinage armé vers Jérusalem se présente comme un moyen d'aller « au secours des chrétiens d'Orient [pour] repousser ce peuple néfaste » des Turcs<sup>32</sup>.

**Un texte tronqué.** Le texte de la *Laude nova militia* de saint Bernard de Clairvaux est privé d'un passage essentiel quand il est cité dans les manuels scolaires.

*Ce qu'il y a de vrai.* **Les croisés étaient très loin d'être tous des saints.** Beaucoup d'entre eux ont profité de leur pèlerinage armé pour se tailler une seigneurie outre mer, en particulier en 1204, quand une croisade s'est occupée d'envahir l'Empire romain d'Orient au lieu d'aller vers Jérusalem.

## ■ L'histoire à découvrir

*Ce qu'il faut aussi savoir.* **Caractère défensif des croisades pour saint Bernard.** La *Laude nova militia* fait l'éloge des chevaliers qui renoncent à leurs guerres vaines pour devenir templiers. Il assure que ceux qui combattent ainsi ne risquent pas l'enfer comme les autres chevaliers. Il précise cependant qu'il « ne faudrait pourtant pas tuer les païens mêmes, si on pouvait les empêcher, par quelque autre moyen que la mort, d'insulter les fidèles ou de les opprimer<sup>33</sup> ». Il s'agit donc pour lui d'un combat défensif, ce qui rejoint l'idée de « guerre juste » exprimée par saint Augustin, mort en 430, et saint Thomas d'Aquin au XIII<sup>e</sup> siècle<sup>34</sup>. Le reste de son texte ne parle plus de la guerre mais des mérites spirituels du pèlerinage sur les lieux de la vie du Christ.

|| *Dispersés hors de la Judée et de la Galilée après les révoltes de 70 et de 135, les juifs sont présents essentiellement dans les territoires dominés par*

|| les chrétiens et les musulmans, avec des périodes de tranquillité et des temps de persécution.

## « LE SORT DES JUIFS EST PEU ENVIABLE<sup>35</sup> »

*Dates et lieux* : du XII<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle dans l'Occident latin.

### ▸ **La fabrique d'une idée reçue**

*Qu'en dit-on ?* **Les communautés juives sont victimes d'une « obsession de l'unité religieuse [...].** L'expansion de la chrétienté et l'idée de croisade s'accompagnent de la mise à l'écart, voire de la persécution<sup>36</sup> » des juifs du XII<sup>e</sup> siècle.

*Comment le dit-on ?* **Le « on » comme moyen de répandre la confusion.** Les manuels sont souvent discrets ou confus quand il s'agit de savoir qui persécute. Pour l'un, « on les rend parfois responsables des épidémies<sup>37</sup> ». Pour un autre, l'Église crée l'Inquisition ; la lutte contre les cathares prend la forme d'une croisade ; et dans la phrase suivante, « ce combat va se tourner aussi contre les communautés juives<sup>38</sup> ». La confusion vient de l'association dans le même « combat » de trois sujets différents. L'Inquisition, œuvre d'Église, ne s'intéresse pas à ceux qui ne sont pas chrétiens. La croisade contre les cathares est une action menée par des laïcs à l'appel de l'Église, mais qui ne concernait pas les juifs. La suite du texte ne permet pas de savoir qui mène ces actions, mais l'association Inquisition-croisade-Église et « combat » contre les juifs restera dans les esprits.

*Ce qu'il y a de vrai.* **Émeutes anti-juives et persécutions**

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



Qu'elles aient été réellement enlevées aux paysans ou non, ces mains coupées sont restées dans les manuels ; je les ai retrouvées en 1949<sup>69</sup>, en 2009<sup>70</sup> et en 2010 dans une citation du *Roman de Rou* de Wace<sup>71</sup>.

Ces manuels de 2010 relayent largement la plainte des vilains de Verson en Normandie au XIII<sup>e</sup> siècle. Ceux-ci doivent le cens, le porcage, l'oublée, le baconnel, les gélines, le brassage, le moutonnage, les banalités du four et du moulin ; mais aussi les corvées de fauchage, de moissonnage, de curage et de labourage<sup>72</sup>.

*Comment le dit-on ? Exemples sans proportions.* Un exemple de mains coupées ne dit rien des relations habituelles entre seigneurs et paysans. Une liste de taxes diverses ne veut pas dire que ces taxes étaient forcément très lourdes. Ces choix, issus d'une longue tradition scolaire, donnent une image négative du Moyen Âge.

**Pas de neutralité politique.** Les manuels sont des armes de combat. À ceux qui protestaient contre le parti pris des manuels d'histoire, Jules Ferry répondit : « Nous n'avons pas promis [...] la neutralité politique. » Avant lui et avant l'arrivée au pouvoir des républicains, Ernest Lavisse écrivait en 1876 qu'au « Moyen Âge, le seigneur était le défenseur et le juge du paysan, dont la cabane était bâtie au pied de son château : il était juste que, dans ce temps-là, le paysan payât les services qu'il recevait de son seigneur [...] en argent ou en travail<sup>73</sup> ». Le changement de majorité politique lui a fait changer l'orientation politique de son manuel. La première version insistait trop sur les aspects positifs du rôle des seigneurs et la seconde sur les aspects négatifs.

Noircir l'Ancien Régime permettait de faire oublier

l'ultralibéralisme économique des républicains. Accuser royalistes légitimistes et chrétiens-sociaux de vouloir rétablir un Ancien Régime chargé de tant de péchés permettait de les décrédibiliser et de les rendre inaudibles, eux et leurs projets de réformes sociales. Leurs idées de salaire minimum, défini par des syndicats d'employeurs et d'employés, suffisant pour faire vivre une famille et épargner ou d'assurances sociales ont pourtant été adoptées par la suite.

## ■ L'histoire à découvrir

*Ce qu'on dit moins souvent. L'idéal chevaleresque.* Le chevalier idéal se met au service des femmes. Il est l'homme poli et propre qui suit les conseils du *Roman de la rose* : « Use de paroles douces et raisonnables avec les puissants et les humbles<sup>74</sup>. » Il est aussi celui qui, selon une chanson de geste, aime « voir les morts qui ont encore dans leurs flancs les tronçons des lances<sup>75</sup> ». Dans le roman de *Lancelot-Graal*, il est « généreux et toujours prêt à secourir les miséreux, à tuer les voleurs et les meurtriers. [...] [et] protéger la Sainte Église et [...] celui qui tend la joue gauche<sup>76</sup> ».

Gaston Phébus, comte de Foix pendant la guerre de Cent Ans, a voulu défendre « ce petit peuple que j'ai juré de garder et tenir en droit et justice » en évitant d'entrer directement dans la guerre<sup>77</sup>. Bernard de Clairvaux accomplit la christianisation de son idéal chevaleresque en 1112, rejoint par trente proches et membres de sa famille. Ermengarde d'Anjou veut « suivre nue le christ nu sur la croix » et se faire religieuse<sup>78</sup>.

**Le chevalier défenseur de la culture et des arts.** L'historien Martin Aurell a remis en évidence, dans son livre *Le Chevalier lettré*, le rôle intellectuel de la noblesse au Moyen

Âge<sup>79</sup>. Bien qu'elle ait été globalement écartée de l'étude du latin, elle anime de multiples cours, soutient des artistes et participe souvent elle-même à cette culture : la moitié des troubadours les mieux connus vient de la noblesse<sup>80</sup>.

**Des prélèvements comparativement faibles.** Sans le dire, les manuels montrent que les prélèvements n'étaient pas forcément écrasants au Moyen Âge : 12 % sur la croissance des porcs<sup>81</sup>, 5 % pour faire moudre son grain<sup>82</sup> ou un jour de corvée par an pour les paysans de la commune libre de Lorris octroyé par Louis VII en 1155<sup>83</sup>.

À la même époque, le paysan des montagnes du Pérou précolombien ne gardait pour lui qu'un tiers de sa récolte, donnant un autre tiers pour l'entretien de l'Inca et le dernier pour les greniers du dieu soleil, utilisé en cas de famine<sup>84</sup>.

*Ce qu'il faut aussi savoir.* **Les raisons de la baisse des redevances.** Les propriétaires de la terre se sont aperçus qu'un paysan travaillant pour lui et assuré d'une quasi-propriété était bien plus efficace qu'un serf astreint à de longues corvées. Payant moins de taxes, mais sur une production accrue fortement, il rapportait plus à son seigneur tout en donnant une plus faible part de son travail.

Les seigneurs pouvaient aussi avoir besoin de redevances en monnaie. Pour faire reconstruire à neuf dans le tout nouveau style gothique son église abbatiale de Saint-Denis, l'abbé Suger offre des terrains de sa forêt de Vaucresson à défricher en 1145 contre une taxe d'un sou par an<sup>85</sup>. Une telle redevance correspond à 25 kg de pain ; de quoi se nourrir pendant un mois. L'érosion monétaire inévitable a rapidement réduit le poids de ces redevances versées en monnaie plutôt qu'en pourcentage d'une récolte. C'est la volonté de les remettre en vigueur au

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

# Royaumes médiévaux

*Les rois de France, descendants d'Hugues Capet, élu en 987, imposent progressivement leur autorité au royaume, qui est alors globalement délimité par la Meuse, la Saône et le Rhône et ne contient ni les Alpes, ni la Franche-Comté, la Lorraine ou l'Alsace, et la Corse.*

## LES ROIS ET JEANNE D'ARC TRAVAILLAIENT À L'UNIFICATION DU TERRITOIRE FRANÇAIS

*Dates et lieux : 1429, Jeanne d'Arc parvient à faire sacrer Charles VII à Reims ; 1431, Jeanne d'Arc est brûlée vive à Rouen.*

### ➤ **La fabrique d'une idée reçue**

*Qu'en dit-on ? Les rois deviennent véritablement des maîtres de leur royaume.* Jeanne d'Arc n'est pas une sainte ; elle n'a servi qu'à réaffirmer le pouvoir royal<sup>118</sup>. Son histoire est mise au service du nouveau programme de cinquième qui demande de présenter les « personnages significatifs de la construction de l'État ». Dans la même perspective, certains manuels montrent des cartes comparées du domaine royal en 1080 et 1483<sup>119</sup>. Elles montrent une croissance régulière du territoire contrôlé directement par le roi ; partant d'une toute petite tache en Île-de-France, il couvre ensuite presque tout le royaume.

*Comment le dit-on ? De beaux restes de « roman*

**national** ». L'idée ancienne des « rois qui ont fait la France » en agrandissant progressivement leur domaine comme un paysan élargirait son champ est encore présente dans ces cartes de l'agrandissement du « domaine royal » soumis directement au roi au Moyen Âge. Cette vision n'a jamais vraiment quitté les manuels. Les nouveaux programmes ne font que la souligner un peu plus.

Les historiens proches du Comité de vigilance face aux usages publics de l'Histoire voient dans cette présentation un « roman national » partagé par les monarchistes et les républicains du XIX<sup>e</sup> siècle et repris dans les discours de Nicolas Sarkozy sur l'identité nationale<sup>120</sup>.

Ils s'inspirent largement des théories de Suzanne Citron, historienne de l'enseignement engagée à gauche, qui voudrait qu'on renonce à l'idée que la France serait « une âme et une personne », à laquelle la Révolution aurait confié une vocation messianique. Elle voudrait parvenir à une histoire « repensée dans un devenir mondialisé », qui tienne compte de l'identité multiculturelle et multilinguistique de la France et des « crimes d'État occultés<sup>121</sup> ».

*Ce qu'il y a de vrai. Le patriotisme français existait déjà au Moyen Âge.* Vers 1250, saint Louis demande à un moine de Saint-Denis d'écrire en français les *Grandes chroniques de France*. Continué et recopié maintes fois, ce texte témoigne de l'intérêt croissant des Français pour le royaume de France, même si la notion de « patriotisme » n'apparaît qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle. Jean de Bueil, compagnon de Jeanne d'Arc, demande à ses lecteurs de prier pour ceux qui sont « morts à la grande guerre, en combattant pour la France et pour vous<sup>122</sup> ».

## ❖ **L'histoire à découvrir**

*Ce qu'il faut aussi savoir.* **La France a aussi été un pays décentralisé.** L'idée d'un pré carré à faire grandir n'était pas celle des rois du Moyen Âge qui ont confié de vastes territoires à leurs cadets, donnant une identité autonome à la Bourgogne où à l'Anjou. Les manuels ne parlent que de la France capétienne, oubliant l'histoire de la Provence, de la Savoie ou de la Lorraine avant leur annexion. Ils oublient que Charles Quint régnait sur l'Espagne et ses colonies d'Amérique, les Pays-Bas, mais aussi Lille et Besançon et s'entourait de conseillers comtois comme Granvelle.

**Certains Français ont voulu limiter le pouvoir central.** Les manuels actuels continuent à ne laisser aucune place à la tradition politique française antiétatiste et antiabsolutiste qui s'est exprimée périodiquement avec l'ordonnance cabochienne de 1413, l'édit d'Union de la Ligue en 1588 ou les projets de certains Frondeurs de 1649.

## ❖ **Histoire régionale et texte oublié**

**La Bretagne, une province à part.** Les manuels oublient souvent de rappeler qu'avant la « République Une et Indivisible », la France était largement restée une fédération de provinces aux droits et aux usages très variés. M. de Botherel, représentant des États de Bretagne, le rappelait en 1790 en protestant contre la perte des droits particuliers de la Bretagne dans le tourbillon révolutionnaire.

« Unie à la France par des traités solennels, et jamais conquise, la Bretagne [...] stipula qu'elle ne serait assujettie qu'aux impositions qu'elle consentirait ; que nul établissement,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



Aztèques et quechua pour les Incas ont été enseignées dans les universités créées par les Espagnols pour préserver et mettre en valeur une version christianisée de la culture locale, avec l'aide de nobles Amérindiens convertis. La foi nouvelle n'a pas seulement fait exploser tout un univers mental, elle s'est aussi manifestée par les actions de charité concrète d'une partie des Espagnols venus en Amérique.

Serge Gruzinski, historien des échanges culturels à cette époque, a fait traduire et publier les images d'évangélisation peintes par les Indiens avec des motifs et un style inspirés de la culture antérieure<sup>30</sup>.

## « Guerres de religion »

*L'ensemble de l'Europe du XVI<sup>e</sup> et du début du XVII<sup>e</sup> siècle est déchiré par la séparation entre l'Église catholique et les différentes formes de protestantisme.*

### L'INTOLÉRANCE DES CATHOLIQUES CONDUIT À DES MASSACRES DE PROTESTANTS

*Dates et lieux : 1517, les 95 thèses de Luther lancent le mouvement du protestantisme ; 1525-1648, conflits de religion en Allemagne, en France et aux Pays-Bas.*

#### ▸ **La fabrique d'une idée reçue**

*Qu'en dit-on ?* **La violence vient des catholiques.** Trois manuels de cinquième ont choisi deux images de catholiques massacrant à Paris, à Haarlem aux Pays-Bas<sup>31</sup> ou à Cahors<sup>32</sup>. Un seul de ces livres montre une image d'un prêtre fusillé par des protestants alors qu'il est crucifié sur la croix du dessus de l'autel d'une Église. Cette gravure est décrite comme de la propagande catholique qui attise la haine<sup>33</sup>. Deux manuels de seconde commencent par montrer l'iconoclasme protestant<sup>34</sup> qui « détruit des images et des statues de saints<sup>35</sup> », juste avant de montrer le massacre de protestants lors de la Saint-Barthélemy représenté par le peintre protestant François Dubois. Le texte du cours va dans la même direction en affirmant que Luther « condamne la violence<sup>36</sup> » et que les protestants demandent la

liberté « de conscience et de culte<sup>37</sup> » et « de religion<sup>38</sup> ».

*Comment le dit-on ?* **Une vision anachronique des protestants du XVI<sup>e</sup> siècle.** Pour comprendre les violences de cette époque, il ne faut pas confondre les protestants libéraux du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle, défenseurs du libre arbitre et de la tolérance, avec leurs prédécesseurs du XVI<sup>e</sup> siècle. Le manuel Hachette Lambin rappelle à juste titre que « les protestants [de cette époque] ne reconnaissent pas le libre arbitre<sup>39</sup> ». Il cite aussi l'obligation d'assister aux prêches protestants à Genève et l'exécution du médecin Michel Servet en 1553, car il était considéré comme hérétique par Calvin<sup>40</sup>.

En dehors de cette exception, le choix des manuels de ne pratiquement pas montrer les violences protestantes rend incompréhensibles les réactions des catholiques. À la simple lecture des manuels actuels, on peut penser qu'ils sont naturellement violents puisqu'ils massacrent des protestants sans raison apparente.

## ■ L'histoire à découvrir

*Ce qu'il faut aussi savoir.* **Les protestants ont été violents, persécuteurs et persécutés dès l'origine.** Luther lui-même demande aux princes allemands de prendre Rome et ses États au pape, de se saisir de lui et de ses cardinaux et de « leur arracher à tous la langue du gosier, pour clouer, à la file, à la potence ces langues de mensonge<sup>41</sup> ». Il leur demande aussi d'« abattre Baal et les idoles », c'est-à-dire d'interdire toute forme de culte catholique dans leurs États. Cette interdiction a effectivement été mise en œuvre très rapidement dans l'ensemble des villes et États dirigés par des protestants. Oliver Plunkett, le dernier

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Après le siècle de Louis XIV, des écrivains français, souvent inspirés par des idées anglaises, développent la philosophie des Lumières.

## LES PHILOSOPHES DES LUMIÈRES CRITIQUENT L'ABSOLUTISME

*Dates et lieux* : 1751-1772, publication de l'*Encyclopédie* ou *Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers* de Diderot et d'Alembert.

### ▸ La fabrique d'une idée reçue

*Qu'en dit-on ?* « **Aucun homme n'a reçu de la nature le droit de commander les autres.** » Les manuels sont unanimes pour citer cette phrase de Diderot dans l'*Encyclopédie*<sup>15</sup> comme un symbole de la « montée des idées de liberté » dont parle le programme et de la contestation du pouvoir absolu au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>16</sup>.

*Comment le dit-on ?* **Oubli d'une condition d'application restrictive.** Les manuels ne soulignent pas que Diderot ajoute aussitôt que chaque individu a le droit de jouir de la liberté « aussitôt qu'il jouit de la raison ». Pour Voltaire, « la multitude des bêtes brutes appelées hommes, comparée avec le petit nombre de ceux qui pensent<sup>17</sup> », rend alors possible l'acceptation du pouvoir des hommes rationnels sur le reste des hommes.

### ▸ L'histoire à découvrir

*Ce qu'il faut aussi savoir.* **Des philosophes qui se mettent**

**au service du « despotisme éclairé ».** Qu'un souverain absolu soit disposé à mettre en pratique leurs idées, et les philosophes se mettent à son service, de la Prusse à la Russie. Voltaire écrit ainsi à la tsarine Catherine de Russie : « Nous sommes trois, Diderot, d'Alembert et moi, qui vous dressons des autels. Vous me rendez païen. Je suis avec idolâtrie, Madame, aux pieds de votre Majesté, mieux qu'avec un profond respect, le prêtre de votre temple. Voltaire<sup>18</sup>. » Les philosophes espéraient ainsi pouvoir faire adopter leurs idées en profitant du pouvoir de rois absolus et y sont parfois parvenus, au Portugal par exemple avec le ministère de Pombal.

**L'absolutisme de la volonté générale chez Rousseau.** Dans son traité *Du contrat social*, ce philosophe remplace l'absolutisme des rois par celui de la *volonté générale* dans laquelle chaque individu abdique ses droits naturels pour profiter des avantages de la vie en société. Celui qui s'exclurait lui-même du contrat social et donc du cercle de la raison et de la citoyenneté perdrait pour Rousseau le droit à la vie : « Tout malfaiteur attaquant le droit social devient par ses forfaits rebelle et traître à sa patrie. La conservation de l'État est incompatible avec la sienne, il faut que l'un des deux périsse<sup>19</sup>. »

## **LES PHILOSOPHES DES LUMIÈRES DÉFENDENT LA LIBERTÉ DE PENSÉE**

*Dates et lieux : 1756, Voltaire publie De l'horrible danger de la lecture ? ; 1762, Rousseau publie Émile ou De l'éducation.*

### **▸ La fabrique d'une idée reçue**

*Qu'en dit-on ? De l'horrible danger de la lecture.* Dans ce

texte, Voltaire utilise l'ironie pour se moquer de ceux qui veulent interdire de penser et d'éclairer les hommes pour les rendre meilleurs en leur enseignant « des vertus dangereuses dont le peuple ne doit jamais avoir connaissance » et en dégageant les livres d'histoire « du merveilleux qui entretient la nation dans une heureuse stupidité<sup>20</sup> ».

*Comment le dit-on ?* **Une ironie à double sens.** Les manuels ne disent pas que l'ironie de Voltaire est double ; elle s'exerce contre ceux qui voudraient empêcher les hommes raisonnables de penser, mais aussi contre ceux qui voudraient donner au peuple les moyens de penser qu'il est exploité.

**Pour les philosophes, la liberté de pensée doit être réservée à l'élite des gens rationnels.** En effet, comme de nombreux autres philosophes, Voltaire est contre l'éducation des masses et il écrit dans ses lettres privées : « Il est à propos que le peuple soit guidé et non pas qu'il soit instruit, il n'est pas digne de l'être<sup>21</sup>. » Voltaire, n'ayant jamais dit qu'il se battrait pour que ses adversaires puissent avoir le droit de s'exprimer, n'envisage pas que le « fanatisme » catholique puisse profiter de cette liberté d'expression, sauf quand il peut servir d'instrument de contrôle social.

**Une liberté de pensée orientée par l'éducation et la propagande.** Les philosophes des Lumières se sont passionnés pour les questions d'éducation. Les manuels montrent un projet de cité idéale construite autour de la saline d'Arc-et-Senans<sup>22</sup> sans dire qu'il avait aussi une dimension éducative pour son créateur, l'architecte Ledoux. Il avait en effet prévu d'y construire un bordel pédagogique ou Oikéma, destiné à enseigner la fidélité dans le mariage. On n'aurait pu s'y rendre qu'en passant graduellement de jeunes et belles prostituées à des plus vieilles pour se dégoûter du recours aux prostituées par une

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



livre *La Fabrique scolaire de l'histoire* affirme ainsi qu'on est passé en 1995 de l'explication de la Révolution française par des causes socio-économiques suivant les thèses d'inspiration marxiste d'Albert Soboul à la lecture libérale défendue par François Furet<sup>61</sup>. Cette évolution a eu pour résultat de conduire les manuels à une présentation éclatée et confuse des enjeux sociaux et économiques de la Révolution.

*Ce qu'il y a de vrai. Certains révolutionnaires sont les précurseurs du communisme.* Certains révolutionnaires ont voulu ajouter l'égalité matérielle à l'égalité juridique. Pendant la période de la Terreur, des représentants du Comité de salut public en mission font guillotiner des « riches » et les députés instaurent un contrôle des prix pour lutter contre l'inflation avec la « loi du Maximum » en 1793. Cette aspiration à l'égalité matérielle chez certains révolutionnaires s'exprime aussi en 1796 par le « manifeste des Égaux<sup>62</sup> » qui a inspiré par la suite les théoriciens du communisme au XIX<sup>e</sup> siècle.

**Avec la Révolution, « le libéralisme l'emporte<sup>63</sup> ».** Cela pourrait sembler paradoxal, mais les manuels ont raison d'écrire que la Révolution a surtout été une victoire du libéralisme économique. Les discours précommunistes de certains révolutionnaires ont été une manière de réagir contre les effets de la mise en application concrète d'un libéralisme radical.

Les Français « disposent enfin de leurs droits naturels », en effet « les corporations qui réglementaient le travail artisanal sont supprimées, les syndicats et les grèves sont interdits<sup>64</sup> » et « la liberté économique est instaurée<sup>65</sup> » par la loi Le Chapelier<sup>66</sup>. Les trois manuels qui la citent omettent de citer son article 4, le plus important : « Si, contre les principes de la liberté et de la constitution, des citoyens attachés aux mêmes

professions, arts et métiers, prenaient des délibérations [...] tendant à n'accorder qu'à un prix déterminé le secours de leur industrie ou de leurs travaux, lesdites délibérations et conventions [...] sont déclarées [...] attentatoires à la liberté et à la déclaration des droits de l'homme, et de nul effet. » Cela veut dire plus simplement qu'avant la Révolution, les corporations avaient le pouvoir de définir un prix minimum et maximum collectif du travail qui s'imposait à tous. Ceux qui tentaient de travailler pour un autre prix se faisaient alors proprement casser la figure sans que la justice ne réagisse<sup>67</sup>.

Après cette loi, les salaires sont totalement libres sur le *marché du travail* et ont souvent fortement baissé. Pour Alban de Villeneuve-Bargemon en 1829, « les manufacturiers de coton ont réduit successivement leurs ouvriers d'un salaire de 20 sous par jour [ce qui permettait de faire vivre une famille] à 13, à 12, et enfin à 8 sous<sup>68</sup> ».

Nous verrons dans la suite de ce livre comment des royalistes, des anarchistes et des démocrates-chrétiens ont progressivement déconstruit cette loi fondatrice du libéralisme révolutionnaire qu'a été la loi Le Chapelier.

## 📖 L'histoire à découvrir

*Ce qu'il faut aussi savoir. Marat n'était pas si généreux.* Le peintre Jacques-Louis David, tout aussi favorable à la Terreur que Marat, a fait de son cadavre une image de propagande. Le visage du mort a été embelli<sup>69</sup> pour en faire une sorte de « Christ de pitié<sup>70</sup> » révolutionnaire. Le message utilisé par Charlotte Corday pour approcher Marat est au mieux tronqué voire totalement falsifié. Elle n'est parvenue jusqu'à lui qu'en lui promettant de lui dénoncer un nouveau complot<sup>71</sup>, ce qui aurait

permis à Marat de dénoncer dans son journal, *L'Ami du peuple*, de nouveaux traîtres à guillotiner.

**La Révolution est en grande partie le résultat d'une crise financière.** Parmi d'autres causes, les difficultés d'argent ont joué un rôle essentiel dans l'évolution de la Révolution.

Elle a commencé par la convocation des états généraux pour demander des impôts qui auraient permis de rembourser les dettes de l'État. Elle a continué en acceptant l'idée de l'évêque Talleyrand : vendre les biens de l'Église qui permettaient de faire vivre ses prêtres, ses évêques et de nombreuses écoles ou hôpitaux. Ces 10 % des terres cultivables du pays ne pouvant être vendus immédiatement, il est décidé d'imprimer des billets de banque dont la valeur serait fondée sur celle des terres mises en vente, les assignats. Imposés comme monnaie officielle, ils ont rapidement perdu leur valeur. Cette chute manifeste le manque de confiance envers les nouvelles institutions, mais aussi le fait qu'il a été imprimé de 400 millions au début à 45 milliards de livres d'assignats, soit plus de cent fois la valeur des terres mises en vente. Le nombre d'assignats émis ayant été multiplié par cent, leur valeur par rapport à l'or ou l'argent métallique a donc été mécaniquement divisée dans la même proportion<sup>72</sup>.

C'est en grande partie avec cette monnaie fortement dévaluée que l'État a payé ses dettes. Il les a inscrites sur le « grand livre de la dette publique » créé en 1793 et ne les a remboursées qu'au tiers en 1797.

**L'origine de la puissance de la bourgeoisie.** L'immense transfert de propriété organisé par la Révolution en vendant les terres de l'Église a favorisé l'ascension sociale d'un certain nombre de familles bourgeoises.

En Île-de-France, seuls 3 % des terres de l'Église sont

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

## ■ L'histoire à découvrir

*Ce qu'il faut aussi savoir.* **Sagesse du congrès de Vienne.** Pour le philosophe politique italien Guglielmo Ferrero, cette conférence diplomatique est un « chef-d'œuvre de l'esprit constructif<sup>9</sup> ». Elle n'a pas voulu conserver à tout prix, mais respecter le principe de légitimité défini par Talleyrand, évêque défroqué, devenu grand diplomate: « Un gouvernement légitime, qu'il soit monarchique ou républicain [...], existe depuis une longue succession d'années. » Fortifié par le respect qu'inspire le souvenir des temps passés, il est généralement moins contesté s'il sait varier selon les temps et les lieux pour s'adapter à « la forme de gouvernement que l'opinion générale du siècle fait regarder comme la [plus souhaitable]<sup>10</sup> ». Ce principe conservateur doit être sans rigidité et cherche à éviter qu'un pays tombe dans des bouleversements intérieurs qui risqueraient d'atteindre et d'ébranler à leur tour les pays voisins.

Appliqué aux frontières de l'Europe, ce principe a consisté à respecter le plus possible les anciennes frontières et les dominations historiques. L'Europe lui doit un siècle sans guerres de coalitions internationales, telles que les deux guerres mondiales du XX<sup>e</sup> siècle.

Le congrès de Vienne n'a échoué à produire une œuvre durable que lorsqu'il n'a pas respecté ce principe d'enracinement des frontières dans le temps. Les révolutions de 1830 touchent des États annexés très récemment au nom du principe de l'équilibre des puissances : Pologne, Venise, Belgique.

**Les méthodes violentes des *carbonari* italiens inspirent nationalistes et révolutionnaires du XIX<sup>e</sup> siècle.** Les manuels ne disent rien des rituels étranges et violents qui auraient été

ceux des *carbonari* italiens. Ils se contentent de dire qu'après une initiation paisible<sup>11</sup>, les *carbonari* (dans leur version française) promettent d'obéir « aveuglément à des chefs inconnus<sup>12</sup> ».

Publiés en 1821, leurs rituels inspirés par ceux de la franc-maçonnerie tout en ayant un contenu plus politique et plus violent<sup>13</sup> auraient commencé par la manipulation de symboles simples. Au premier grade de son initiation, l'apprenti apporte par exemple « du bois, de la terre et des feuilles » qui symbolisent « les présents des trois mages à notre bon cousin Grand Maître de l'univers ». Le rituel de réception du « grand maître grand élu » prévoit qu'il ait les yeux bandés pour entendre la « crucifixion simulée » de deux traîtres, avec gémissements et coups de marteau, avant de prêter serment. Il pourrait alors assister au renversement « en un seul jour [de] tous les oppresseurs de ces belles contrées », à l'installation d'un nouveau calendrier, de départements, et de prêtres salariés par l'État dans une République italienne unifiée<sup>14</sup>.

Avec leurs rites étranges et violents, et leur échec politique complet dans les années 1820, les « charbonneries » française et italienne pourraient passer pour un mouvement peu important de l'histoire européenne. Elles ont pourtant fortement influencé les révolutionnaires de 1848 comme Barbès ou Auguste Blanqui qui les avaient fréquentées dans leur jeunesse. Ils partageaient avec les *carbonari* l'idée qu'une avant-garde éclairée peut imposer ses idées à une majorité indifférente aveugle ou hostile.

Elles ont aussi fourni le modèle des complots, soulèvements et assassinats qui ont ponctué la montée des nationalismes européens jusqu'à l'assassinat de l'héritier de l'Autriche-Hongrie et au déclenchement de la Première Guerre mondiale en 1914.



Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



*qui tentent d'analyser la société industrielle pour l'organiser ou lui résister (libéralisme, socialisme, traditionalisme, syndicalisme) ». Cette question est maintenant traitée un peu en première dans un chapitre sur « la république et les ouvriers » et un peu en terminale L et ES dans une partie sur « idéologies, opinions et croyances en Europe [...] de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours » en concentrant l'étude sur « socialisme et mouvement ouvrier » puis sur « socialisme, communisme et syndicalisme en Allemagne depuis 1875 ». Les manuels parlant bien du socialisme allemand, nous allons concentrer le regard sur les marges du sujet. Nous verrons ce qui n'est pas socialiste dans l'histoire des ouvriers allemands: des droits sociaux donnés par le souverain, et le rôle des chrétiens-sociaux dans la mise en place de la cogestion.*

## **BISMARCK N'A FAIT DES LOIS SOCIALES QUE POUR « ENRAYER LA PROGRESSION ÉLECTORALE DES SOCIALISTES<sup>48</sup> »**

*Dates et lieux : 1883-1891, l'Empire allemand met en place des lois sociales, assurance maladie, accidents du travail, invalidité et vieillesse, puis limitation de la durée de travail des femmes et repos hebdomadaire.*

### **La fabrique d'une idée reçue**

*Qu'en dit-on ? Unanimité.* Dans un bel ensemble, les

manuels expliquent les lois sociales mises en place par le chancelier Bismarck comme un moyen de faire rentrer « le diable socialiste » dans sa boîte<sup>49</sup> et de détourner la classe ouvrière du vote socialiste.

*Comment le dit-on ?* **Qui sondera les reins et les cœurs ?** Les motivations de Bismarck sont présentées comme uniquement politiciennes et opportunistes, ce qui mutile leur complexité.

## ☛ **L'histoire à découvrir**

*Ce qu'il faut aussi savoir.* **Complexité d'une décision politique.** Le fait que l'Allemagne ait été la première à mettre en place un tel système social s'explique en partie par l'investissement personnel de Bismarck. Face aux réticences, il se voyait comme le chauffeur de locomotive qui met le charbon nécessaire pour que le projet puisse avancer.

Pour trouver une majorité parlementaire pour son projet, Bismarck en parlait en termes de droit et de justice, affirmant devant les députés : « Voilà l'idée, un socialisme d'État ! La collectivité doit prendre en charge l'assistance aux plus défavorisés. » Il redit en privé à son ami Moritz Busch que ses motivations ne sont pas seulement opportunistes : « L'État, parce qu'il est celui qui dispose le plus facilement d'argent, doit prendre l'affaire en main. Non par l'aumône, mais en vertu du droit de chacun à manger à sa faim, là où la bonne volonté ne suffit plus. Pourquoi l'invalidé de guerre et le fonctionnaire atteint par l'âge devraient-ils avoir une retraite et pas le soldat du travail<sup>50</sup> ? »

Cela n'est pas incompatible avec l'existence d'un calcul politique chez Bismarck, cependant les socialistes n'étaient pas

la seule cible du chancelier allemand. Son but était surtout d'éviter d'être le prisonnier d'une majorité parlementaire<sup>51</sup>. Pour empêcher qu'elle se constitue, il cherchait à trouver des majorités de circonstances pour faire voter ses différents projets. C'est ainsi qu'il a rassemblé conservateurs sociaux monarchistes et protestants, catholiques du *Zentrum* et certains libéraux pour faire voter ses lois sociales.

Les manuels soulignent l'échec électoral de cette stratégie « antisocialiste ». Ils ne soulignent par contre pas que l'existence de ces lois sociales a favorisé le développement du socialisme réformiste défini par l'Allemand Eduard Bernstein au début du XX<sup>e</sup> siècle. Pourquoi faire la révolution, si l'État ou les victoires électorales peuvent améliorer la condition des classes populaires ?

*Le mouvement socialiste allemand voit progressivement se distinguer deux courants principaux, l'un radical qui souhaite une révolution brutale, et l'autre plus réformiste qui domine complètement le parti social-démocrate d'Allemagne de l'Ouest, le SPD, à partir du congrès de Bad-Godesberg en 1959.*

*L'importance de ce courant majoritaire chez les ouvriers allemands ne doit pas faire oublier le rôle du christianisme social en Allemagne.*

## **LA COGESTION A ÉTÉ MISE EN PLACE PAR LES SOCIO-DÉMOCRATES**

*Dates et lieux : 1951 et 1976, lois organisant la mise en place et l'extension de la cogestion dans les entreprises d'Allemagne de l'Ouest.*

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

pas non plus définis à partir de leurs projets dans les manuels de première. Deux manuels sur huit les présentent comme des victimes de caricatures antirépublicaines touchant de l'argent d'une vieille Marianne hideuse et obèse ou d'images antidreyfusardes<sup>81</sup>. L'un d'entre eux les définit comme « association secrète qui combat l'Église avec virulence<sup>82</sup> ».

*Comment le dit-on ?* **Un groupe victimisé.** Ne montrer les francs-maçons que comme la cible de caricatures nationalistes antisémites leur donne une image de victime. Cela ne permet cependant pas aux élèves de s'en faire une idée juste par eux-mêmes.

**Une image déformée.** Sans information historique sérieuse, ils ne peuvent pas relativiser l'image de grands manipulateurs secrets de l'histoire que des films américains sur les « Illuminati » ou le *Da Vinci Code* donnent des francs-maçons.

## ↳ **L'histoire à découvrir**

*Ce qu'il faut aussi savoir.* **La franc-maçonnerie a été le point de ralliement des républicains en quête d'émancipation et de progrès.** Avant la Première Guerre mondiale, les loges de francs-maçons rassemblent souvent des membres des nouvelles élites rurales, du médecin à l'instituteur. Cet engagement est vu comme un moyen de promouvoir le progrès, y compris en réduisant l'influence de l'Église catholique. Ces réseaux locaux ont donc aussi servi à structurer localement l'action électorale des partis républicains, radicaux-socialistes ou socialistes.

Fondant leur pratique sur une progression initiatique individuelle et sur un libre examen personnel, en dehors de tout dogme et de toute vérité révélée, les membres de la franc-

maçonnerie ont très souvent soutenu des lois faites pour délier l'individu du maximum de contraintes collectives. Ils ont soutenu les lois sur la liberté de réunion en 1881 et le divorce en 1884. Leur soutien à la réautorisation des syndicats s'est assorti d'une condition. Ces syndicats de 1884 n'avaient pas la possibilité d'imposer une convention collective fixant les prix du travail à tous les membres d'un même métier. Leur mission était de prendre la parole et pas de définir les conditions du travail comme avant 1791 et après 1936.

**Le rôle de certains francs-maçons dans l'affaire des fiches.** Injustes, comme toute caricature qui généralise les défauts d'un groupe, les dessins antimaçonniques réagissaient aussi sur le comportement de certains francs-maçons. Ne montrer ni les aspects louables, ni les aspects critiquables de l'action des francs-maçons donne l'impression qu'ils sont victimes d'une agressivité gratuite.

Cette hostilité vis-à-vis des francs-maçons s'est nourrie d'un profond désaccord idéologique, mais aussi de leur utilisation en 1900 par le général André, ministre de la Guerre, pour épurer l'armée dans le contexte de la fin de l'affaire Dreyfus. Celui-ci s'est servi du réseau des loges maçonniques pour obtenir un grand nombre de « fiches » sur la pratique religieuse des jeunes officiers. Un « cléricafard », « grand avaleur de bon dieu » allant à la messe « avec livre » était très souvent secrètement rayé des tableaux d'avancement. Le scandale qu'a provoqué cette affaire des fiches fit tomber le gouvernement d'Émile Combes en 1905, sans modifier profondément la politique du gouvernement. Quatorze des dix-sept officiers supérieurs promus rapidement en 1914 pour suppléer à l'incompétence de certains militaires étaient d'anciennes victimes de cette épuration silencieuse de l'armée menée par les républicains<sup>83</sup>.

## ❖ Document retrouvé

**Le rôle de la réflexion des francs-maçons dans la légalisation de la contraception et de l'avortement.** Pierre Simon a été cofondateur du Planning familial français avec la sociologue française d'origine protestante Évelyne Sullerot. Il a milité pour le droit à la contraception, puis pour la légalisation de l'avortement en tant que maître de cette fédération de loges de 1969 à 1971 et de 1973 à 1975. Au moment du vote de la loi dépénalisant l'avortement, il a pu faire progresser ses idées comme conseiller technique au cabinet de la ministre de la Santé du président Valéry Giscard d'Estaing<sup>84</sup>.

Intervenant sur France Culture dans l'émission concédée à la Grande Loge de France, avant les émissions religieuses du dimanche matin, il était bien placé pour souligner le rôle moteur des francs-maçons dans le vote des lois sur la contraception et l'avortement. Ces émissions exposent une philosophie. Elles sont aussi faites pour donner envie aux auditeurs de rejoindre un mouvement de pensée ; au risque peut-être de surévaluer le rôle de la franc-maçonnerie dans les changements de lois des années 1970. Pierre Simon présente la Grande Loge de France comme l'inspiratrice d'une évolution sociale, mais celle-ci peut aussi avoir été influencée par les idées d'une époque.

**Une volonté d'action sociale et politique.** « Les idées, elles sont secrétées par les Frères et par les Loges. [...] Et c'est en injectant nos frères dans la société que nous arrivons à la transformer [...]. Dans la plupart des problèmes que nous envisageons, ce sont les Frères de la Grande Loge de France qui ont été à l'origine des transformations législatives<sup>85</sup>. »

« J'ai été personnellement au cabinet de Michel Poniatowski qui était ministre de la Santé, à la mort de Pompidou, où l'on

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



# Guerres mondiales

## Première Guerre mondiale

*La « belle époque » qui a précédé la guerre de 1914-1918 a connu un certain progrès du niveau de vie des ouvriers et un grand optimisme sur les progrès que l'humanité allait connaître au XX<sup>e</sup> siècle. Cette période a aussi été celle d'une accumulation de tensions qui ont abouti à la Première Guerre mondiale.*

### **L'ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE ENSEIGNAIT UN PATRIOTISME OUVERT**

*Dates et lieux : 1882-1892, bataillons scolaires pour donner un début de formation militaire à l'école<sup>1</sup>.*

#### ↳ **La fabrique d'une idée reçue**

*Qu'en dit-on ? **Un nationalisme qui n'est pas chauvin.** Pour certains manuels, le nationalisme est pardonnable que s'il est républicain. « La république, c'est aussi l'exaltation de la nation. Non pas une nation chauvine et repliée sur elle-même, mais une nation qui porte au-delà des frontières la liberté pour les peuples<sup>2</sup>. »*

*Comment le dit-on ? **Nombre de manuels ne montrent pas ce que demandait le patriotisme enseigné pendant la III<sup>e</sup> République.** Cinq manuels ne signalent pas que les*

instituteurs d'avant 1914 enseignaient généralement qu'il fallait tout sacrifier à la défense de la patrie, ce qui n'est peut-être pas la forme la plus modérée du nationalisme.

*Ce qu'il y a de vrai. Les progrès d'un certain pacifisme au début du XX<sup>e</sup> siècle.* La Ligue de l'enseignement, fondée en 1881 avec la devise « Pour la patrie, par le livre, par l'épée », renonce au dernier mot de cette maxime en 1904, sans doute en lien avec un progrès des idées antimilitaristes après l'affaire Dreyfus.

## ☛ **L'histoire à découvrir**

*Ce qu'on dit moins souvent. La république demande qu'on lui sacrifie sa vie.* Après l'encerclement de l'armée de Napoléon III à Sedan, le gouvernement provisoire de la Défense nationale déclare: « Nous sommes prêts aux derniers sacrifices, [...] nous jurons de ne jamais nous rendre. [...] Vive la France ! Vive la République une et indivisible<sup>3</sup>. » Cette idée de guerre totale et de sacrifice suprême pour la patrie républicaine est restée dominante jusqu'en 1914. Trois des manuels actuels montrent que les manuels d'instruction civique affirment aux enfants que « la loi militaire a raison de t'enlever à ta mère pour te donner à la Patrie<sup>4</sup> », ou que « le territoire national est sacré pour tous, [...] les habitants du Nord se feraient tuer pour les habitants du Midi<sup>5</sup> ».

*Ce qu'il faut aussi savoir. Deux formes de patriotisme.* Pour l'historien Jean de Viguerie, dans son livre, *Les Deux Patries*<sup>6</sup>, ce nationalisme républicain est né pendant la Révolution française. Il exprime un attachement à une patrie choisie parce qu'elle exprime des idéaux qui nous conviennent.

Paul Bert, dans son *Manuel d'instruction civique et morale*, enseigne : « Nous sommes français parce que nous le voulons bien<sup>7</sup>. » Cet attachement à une patrie choisie ressemble assez à l'attachement à une transcendance de substitution. Clemenceau affirme qu'il faut remplacer les anciennes fidélités par « l'État-Roi [...] l'État-Pape [...] l'État-Dieu<sup>8</sup> » et que la France, « hier soldat de Dieu, aujourd'hui soldat de l'humanité, sera toujours le soldat de l'idéal<sup>9</sup> ».

Jean de Viguerie distingue cet attachement intellectuel et sans condition à une patrie choisie d'une autre forme de patriotisme reçu d'un héritage du passé. C'est le patriotisme du discours *La Terre et les morts* de Barrès en 1899. Ces deux formes de patriotisme ont dans la pratique souvent été mêlées dans des proportions variables. Dans sa conférence *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Ernest Renan la définissait à la fois selon la première manière par un « désir de vivre ensemble », mais aussi comme l'héritage reçu et « la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ».

La première forme de patriotisme plus ancrée à gauche et la seconde plus liée au conservatisme ont couvert une très large partie des opinions françaises de 1914, ce qui explique la formation rapide d'une « union sacrée » en faveur de la guerre qui allait des royalistes d'Action française aux socialistes.

## **C'EST L'ALLEMAGNE QUI A DÉCLENCHÉ LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE**

*Dates et lieux* : 28 juin-3 août 1914, crise diplomatique aboutissant au déclenchement de la Première Guerre mondiale.

### **▸ La fabrique d'une idée reçue**

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

## ▸ **La fabrique d'une idée reçue**

*Qu'en dit-on ?* « **Des critères précis de définition**<sup>51</sup>. » Pour le manuel, ce sont ceux de Raymond Aron: parti unique, vérité unique, monopole de la force et des moyens de persuasion entre les mains de l'État, contrôle des activités économiques et professionnelles et politisation de tous les actes de la vie. Une faute professionnelle devient alors un crime de lèse-majesté contre l'idéologie officielle<sup>52</sup>.

Les manuels suivent généralement cette interprétation du totalitarisme qui en fait le contraire des démocraties libérales.

*Comment le dit-on ?* **Quasi-monopole d'une seule manière d'analyser le totalitarisme.** Analyser un phénomène aussi complexe avec une seule clef d'interprétation ne permet pas aux élèves de bien le comprendre.

## ▸ **L'histoire à découvrir**

*Ce qu'il faut aussi savoir.* **Les totalitarismes ont utilisé les caractéristiques de la société pour s'imposer.** Ceux qui sont attachés à une lecture sociale de l'histoire font remarquer la surreprésentation des employés ruinés par la crise de 1929 dans le recrutement du parti national-socialiste. Ils montrent aussi que le parti communiste d'URSS se constitue une base sociale en organisant la promotion de nouveaux militants d'origine populaire comme Nikita Krouchtchev, ouvrier, fils de paysans pauvres qui est devenu Premier secrétaire du parti communiste en 1953 et maître de l'URSS.

**Y a-t-il des racines anthropologiques du totalitarisme ?** Le sociologue Emmanuel Todd voit dans les structures

anthropologiques qui organisent les rapports dans la famille un élément qui influence les valeurs dominantes d'une société et a pu favoriser l'émergence de totalitarismes. Il remarque une corrélation entre communismes et régions préférant des familles autoritaires et égalitaires.

Il remarque aussi que le vote national-socialiste a été bien plus fort qu'ailleurs dans les régions allemandes de culture protestante qui votaient auparavant social-démocrate. Il explique cette conjonction en considérant que le nazisme serait une variante extrême de l'esprit de discipline et de solidarité d'un groupe fermé sur lui-même développé par la social-démocratie.

La comparaison des votes entre 1928 et 1932 selon les régions peut être mesurée par un taux de corrélation qui montre le rapport mathématique entre les pourcentages de votes des deux partis dans les différentes localités allemandes à deux dates différentes. Il est de + 0,64 entre les votes social démocrate et nazi. Il est de + 0,57 avec les partis nationalistes allemands alors que cette corrélation est négative de - 0,25 avec le vote communiste. Elle l'est encore plus (0,69) avec le vote pour le parti catholique.

La réticence des régions catholiques s'explique par la condamnation du nazisme par les autorités ecclésiastiques, dès 1928 pour le racisme antijuif et par l'excommunication des militants nazis dans plusieurs diocèses importants avant l'arrivée au pouvoir d'Hitler. En 1930, l'*Osservatore Romano*, quotidien du Vatican, publie en première page la déclaration de l'évêque de Mayence privant les membres du parti nazi de la communion et du droit à un enterrement catholique. Cet évêque est suivi par ceux de Munich et Cologne en 1931. En août 1932, c'est l'ensemble des évêques d'Allemagne qui se rallient à cette excommunication qui est rapportée après la prise du pouvoir par

les nazis<sup>53</sup>.

Le résultat électoral de ces condamnations est sans appel. Les cartes du vote nazi et de la proportion de catholiques sont exactement inverses dans toute l'Allemagne<sup>54</sup>.

Emmanuel Todd relie aussi ces votes au recul de la foi chrétienne dans l'Allemagne protestante de l'époque. Cette foi aurait été remplacée par une transcendance de substitution<sup>55</sup>.

**Les totalitarismes peuvent aussi s'analyser comme des religions de substitution.** L'historien Alain Besançon voit dans les totalitarismes une imitation perverse du judéo-christianisme.

Cela se manifeste dans le moralisme extrême de ces régimes. Félix Djezinski, fondateur de la police politique communiste en URSS qui extermine les bourgeois, affirme ainsi : « Notre moralité n'a pas de précédent, notre humanité est absolue car elle repose sur un nouvel idéal : détruire toute forme d'oppression et de violence. Pour nous, tout est permis car nous sommes les premiers au monde à lever l'épée non pas pour opprimer et réduire en esclavage, mais pour libérer l'humanité de ses chaînes<sup>56</sup>. »

La dimension parareligieuse des totalitarismes se voit aussi dans leur manière de transposer des idées chrétiennes dans leur idéologie. Le peuple élu n'est plus juif, mais aryen ou prolétaire. Le paradis se réalisera sur terre grâce à une nouvelle écriture sacrée et un guide, un sauveur. Le totalitarisme veut faire mieux que le Christ. Il affirme offrir un chemin plus court et plus efficace vers le bonheur, sans défaite apparente, sans croix et sans pardon. Ses manifestations extérieures sont consciemment organisées pour parodier des liturgies<sup>57</sup>.

**Au service des lois inflexibles de la science.** Annah Arendt fait remarquer que le totalitarisme « prétend obéir rigoureusement et sans équivoque à ces lois de la Nature et de

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



suivent 1931 donnent une majorité de gauche, proche du style des radicaux-socialistes français. Elle vote des lois qui sont, dans la pratique, plus anticléricales que sociales, ce qui mécontente les Espagnols les plus à gauche.

Les élections de 1933 changent la donne avec 20 % de députés de gauche, 36 % pour le centre droit laïc et 40 % aux députés de droite, dont les plus nombreux sont les catholiques de la CEDA (Confédération espagnole des droites autonomes)<sup>97</sup>. La gauche refuse alors le verdict des urnes. L'arrivée de trois ministres de la CEDA au gouvernement en 1934 provoque un soulèvement autonomiste en Catalogne, socialiste à Madrid, et la constitution de soviets dans les Asturies. Ces révoltes sont écrasées par une répression qui fait plus d'un millier de morts. Les centristes laïcs rejettent eux aussi ce verdict des urnes en refusant de participer à un gouvernement dirigé par la droite.

Les élections du 16 février 1936 donnent 0,55 % d'avance à l'alliance du Front populaire sur la coalition des droites, 4451 300 voix contre 4375 600. Les petits partis du centre laïc et des nationalistes basques complètent le total avec 6,5 % des voix. Des irrégularités dans les opérations électorales, la prime majoritaire et dix-neuf invalidations de députés de droite conduisent à un parlement avec seulement 27 % des députés pour les droites.

**Les violences qui suivent la victoire électorale du Front populaire ont provoqué le soulèvement contre la république.** Sans forcément suivre toutes les interprétations de l'ancien gauchiste espagnol Pio Moa sur les causes de la guerre d'Espagne<sup>98</sup>, on peut l'utiliser pour retrouver des témoignages sur les mois qui ont précédé le déclenchement de la guerre civile.

Le républicain laïc et franc-maçon Manuel Azaña note ainsi

pour lui-même, le 17 mars : « Aujourd'hui on a brûlé Yecla : sept églises, six maisons, tous les centres politiques de la droite et le registre foncier. À midi, des incendies en Albacete et Almansa. Hier, émeute et assassinats à Jumilla. Le samedi, Logroño, le vendredi, Madrid : trois églises. [...] Je crois qu'il y a eu plus de deux cents morts et blessés depuis la formation du gouvernement, et j'ai perdu le compte des localités où l'on a brûlé des églises<sup>99</sup>. »

Le 13 juillet 1936, le chef de la droite monarchiste Calvo Sotello est assassiné par des policiers et des militants socialistes. Il s'agirait de représailles pour la mort d'un policier de gauche qui aurait été tué par des phalangistes qui pensaient qu'il avait lui-même tué l'un des leurs. Le même jour, le chef de la CEDA, parti de droite modérée catholique, José Maria Gil-Roblès, échappe de peu à la mort. Deux jours après, le 15 juillet, il déclare devant les députés : « Quand la vie des citoyens est à la merci du premier pistoléro, quand le gouvernement est incapable de mettre fin à cet état de fait, ne prétendez pas que les gens croient en la légalité et en la démocratie. [...] Nous, qui sommes incapables de sermonner la violence, serons lentement supplantés par d'autres plus audacieux ou plus violents qui viendront recueillir ce profond sentiment national. »

Le journal du parti socialiste écrit pour sa part que si Gil-Roblès n'aime pas la paix civile républicaine, « alors ce sera la guerre civile à fond<sup>100</sup> ».

Deux jours après, le 17 juillet 1936, une coalition de militaires allant des républicains libéraux aux monarchistes carlistes et aux sympathisants de la Phalange, déclenche un coup d'État. La réussite incomplète de celui-ci entraîne la guerre civile.

Surnommés les « pères fondateurs de la république » pour

avoir lancé en 1931 le manifeste d'un Mouvement au service de la république, les trois intellectuels libéraux Gregorio Marañón, José Ortega y Gasset et Ramon Perez de Ayala refusent de soutenir la République espagnole contre le soulèvement en 1936.

**La fureur antireligieuse des républicains espagnols.** Pour l'historien français Guy Hermet, les massacres de prêtres, de religieux et de moniales ou de militants catholiques qui ont eu lieu avant et surtout pendant la guerre représentent « la plus grande hécatombe anticléricale avec celles de la France révolutionnaire puis du Mexique d'après 1911<sup>101</sup> ». Dans ce dernier pays, le gouvernement de Plutarco Calles avait réprimé dans le sang la révolte armée des « Cristeros » soulevés en 1926 contre les lois d'étouffement programmé du christianisme.

En Espagne, c'est 88 % du clergé du diocèse de Barbastro ou 22 % de celui de Barcelone qui est massacré<sup>102</sup>.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

recherches historiques joue aussi un rôle: Robert Paxton entre dans cette histoire par le regard allemand et Alain Michel a fait sa thèse sur les éclaireurs (scouts) israélites français qui ont été protégés par Vichy en zone sud, ce qui leur a donné le temps d'organiser des filières de sauvetage.

**Une histoire mise au service de la construction des opinions.** L'histoire est l'une des principales sources de la construction des opinions personnelles. Il est normal que la méditation des expériences du passé nourrisse nos jugements moraux et politiques sur tel ou tel choix. Cet usage des conclusions des historiens peut cependant être troublé par l'apparition de nuances ou de conclusions nouvelles, même si ces nuances sont utiles pour « affronter les complexités de notre propre vie de citoyen<sup>151</sup> ».

Le refus d'une histoire unique et figée du régime de Vichy ne veut pas forcément dire que le jugement moral qui peut être porté sur celui-ci soit moins sévère. Alain Michel montre en effet que la politique volontairement xénophobe de Vichy a eu des conséquences mortelles pour de nombreux juifs étrangers accueillis en France avant guerre. Par ailleurs, le journaliste Henri Amouroux, qui est pourtant souvent considéré comme favorable au régime de Vichy et s'opposa à Robert Paxton lors du procès de Maurice Papon, donne quelques témoignages très sévères sur le maréchal Pétain qui dénoncent sa duplicité et son goût du secret<sup>152</sup>.

*Le génocide des juifs et des Tziganes organisé par les nazis s'est mis en place progressivement. Les nombreux juifs des territoires polonais et soviétique conquis par l'Allemagne sont d'abord parqués dans des ghettos urbains en Pologne dès*

1939 ou massacrés dans les campagnes à partir de 1941 lors de la « Shoah par balles ». Les difficultés de réalisation de massacres massifs avec cette méthode conduisent les nazis à mettre en place progressivement des camps d'extermination à la fin de l'année 1941. La réunion de Wannsee, le 20 janvier 1942, organise le transfert « vers l'est » et vers la mort des juifs et des Tziganes.

Les camps de concentration, l'opération T4 visant à tuer des handicapés allemands, les bombardements, les pénuries et le travail forcé font que la Seconde Guerre mondiale fait au moins autant de victimes civiles que militaires.

## **PERSONNE N'EST INTERVENU POUR SECOURIR LES VICTIMES DES GÉNOCIDES NAZIS**

*Date et lieux* : 1939-1945, dans les territoires occupés par les nationaux-socialistes en Europe.

### **▸ La fabrique d'une idée reçue**

**Qu'en dit-on ? La moitié des manuels oublie totalement les « justes ».** Dans les nombreuses pages qu'ils consacrent au génocide des juifs et des Tziganes, ils ne disent rien de ces personnes honorées par l'État d'Israël pour avoir « risqué leur vie pour sauver des juifs ». Un manuel n'en dit pas un mot<sup>153</sup>. Un autre montre un chef nazi critiquant l'extermination des prisonniers soviétiques<sup>154</sup>. Deux manuels affirment que « rien n'est fait [par les institutions dont il parle]

pour sauver les juifs<sup>155</sup> » ou que « toute opposition [...] génère représailles collectives et déportations de masse<sup>156</sup> ».

*Comment le dit-on ?* **Un discret fatalisme.** La pesée globale des exemples choisis pour aborder les génocides révèle que la description du mal et des difficultés occupe bien plus de place que les efforts réalisés par les hommes pour y répondre. En lisant attentivement tous les manuels de première, j'ai été très surpris de constater ce relatif silence.

Face à certains grands mouvements de l'histoire, les manuels ne pensent pas toujours à parler de ceux qui vont à contre-courant. Quand il s'agit de parler des génocides, l'action personnelle et collective d'hommes est sous-estimée. On retrouve ce silence relatif à propos d'autres chapitres des manuels : le monde médiéval se retrouve développé sans que personne ne l'ait aidé, la présentation des luttes sociales perd de sa consistance et la mondialisation est présentée comme un fait plus que comme le résultat de décisions politiques.

## ■ **L'histoire à découvrir**

*Ce qu'on dit parfois.* **Variété des sauveteurs.** Trois manuels consacrent une ou deux phrases à ces résistances. Deux manuels signalent le soulèvement du ghetto de Varsovie<sup>157</sup>.

Seul le manuel Nathan Cote consacre deux pages aux différents sauveteurs: juifs dans le ghetto de Varsovie et dans le camp d'Auschwitz, Allemands de la « Rose blanche » à Munich. La résistance est individuelle avec le Suédois Wallenberg, ou civile, collective et dirigée par un « pasteur » dans le village français du Chambon-sur-Lignon. Elle peut être aussi nationale comme au Danemark, à la suite de son roi<sup>158</sup>.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



Seuls trois manuels résument la guerre froide d'une autre manière. Ils la voient comme un affrontement de deux idéologies armées<sup>17</sup> qui prétendent toutes deux incarner la liberté<sup>18</sup> ; ou comme un contraste entre la partie de Berlin occupée par l'Armée rouge qui se présente comme « *Der Sektor der Freiheit* », le « secteur de la liberté » et l'entrée d'un char du Nord-Vietnam communiste dans le jardin du « palais de l'Indépendance » de Saigon en 1975.

*Ce qu'il faut aussi savoir.* **La nostalgie de l'époque communiste diminue.** Les manuels des années précédentes ont souvent été accusés de complaisance envers le communisme. Ce souvenir a été renforcé par l'engagement explicite d'un certain nombre de professeurs. Les manuels de 2011 conservent une certaine tendance à reprendre des idées d'inspiration communiste comme celle qui veut que Staline soit le responsable de l'installation du totalitarisme et que Lénine n'y soit pour rien. Il faut cependant noter que ces nouveaux livres scolaires contiennent moins d'éléments d'orientation des esprits en faveur du communisme.

La série précédente en offrait par contre un exemple savoureux. La place Rouge était rouge des drapeaux qui claquent au vent à l'ombre rouge du mausolée de Lénine et noire de monde dans un manuel de 2008. Elle faisait face à une photographie en noir et blanc des rayonnages blafards d'une supérette américaine en 1955<sup>19</sup>. Qu'il nous soit permis de penser qu'à cette date la photographie en couleurs existait aux États-Unis et qu'il était possible d'éviter un tel parti pris visuel opposant les chaudes couleurs du communisme au quotidien grisâtre du monde capitaliste.

## **LES PROCÈS DU DÉBUT DE LA GUERRE**

# FROIDE CORRESPONDENT À UNE PSYCHOSE ANTICOMMUNISTE

*Dates et lieux* : 1947, aux États-Unis, des acteurs et des cinéastes sont interrogés sur leurs éventuelles activités communistes et certains perdent leur travail ; 1953-1954, le sénateur McCarthy dirige une sous-commission d'enquête permanente du Sénat sur les infiltrations communistes ; 1953, exécution aux États-Unis de Julius et Ethel Rosenberg pour espionnage au profit de l'URSS.

## ▸ **La fabrique d'une idée reçue**

*Qu'en dit-on ?* Le « **climat de guerre froide aux États-Unis** ». En 2008, les manuels parlaient de la « psychose anticommuniste, [...] [de la] chasse aux sorcières<sup>20</sup> ». Les nouveaux programmes mis en place en 2011 ne donnent plus vraiment le temps de présenter en détail les grands procès politiques de la guerre froide.

**Un manuel se distingue.** Il consacre deux pages à « La chasse aux sorcières aux États-Unis<sup>21</sup> » et parle de « la traque des militants communistes » qui « se déchaîne » et qui fait que cette chasse aux sorcières est « dénoncée par certains comme une nouvelle Inquisition ».

Sur cette double page, le lecteur pressé découvrira des titres : « A/ L'anticommunisme du sénateur McCarthy », « B/... gagne tous les États-Unis ». « Doc 1. La grande dénonciation », « Doc 2. L'infiltration communiste selon McCarthy ». Il verra ensuite « 3. La déposition d'un acteur : Ronald Reagan » devant la « House of Un-American Activities Committee » soit la « Commission de la Chambre [des représentants] contre les activités anti américaines ». Le quatrième document est une

caricature qui montre la voiture de cette commission qui écrase des gens au hasard en montant sur les trottoirs et dont le passager dit : « Rien de grave, nous pourchassons des communistes. » Le dernier document de cette double page montre une grande foule de Français participant à une « manifestation de soutien aux époux Rosenberg à Paris ».

*Comment le dit-on ?* **Des mots contre les faits.** Les titres, le vocabulaire et les images de cette double page reprennent directement les mots de la vision communiste de cette période. Les faits sont associés à des mots inquiétants et connotés : traque déchaînée, Inquisition, dénonciation. Le paradoxe de ce passage de manuel scolaire est que le reste de son texte est bien plus juste, plus précis et plus équilibré.

## 📖 **L'histoire à découvrir**

*Ce qu'on dit moins souvent.* **Ce que le même manuel dit très bien par ailleurs.** Ce manuel montre bien que Joseph McCarthy s'empare du thème populaire qu'est l'anticommunisme pour construire sa carrière politique. La chronologie qu'il propose montre aussi que cette carrière s'arrête suite à une enquête du Sénat contre les accusations mensongères de McCarthy et que celui-ci meurt peu après, alcoolique et oublié.

Une lecture attentive de la chronologie des documents de ce manuel montre aussi que les enquêtes menées dans le milieu du cinéma en 1947 précèdent la campagne bruyante et imprécise de McCarthy au lieu d'en être une conséquence comme semblaient l'affirmer les titres choisis par le manuel scolaire en question.

Ce manuel précise enfin que les époux Rosenberg ont été « accusés d'avoir livré à l'URSS les secrets de la technologie

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

collectivité. L'Académie des sciences de l'URSS avait pourtant expliqué en 1958 que selon Lénine, « le communisme commence là où de simples travailleurs, tout en réalisant un travail difficile, se préoccupent de façon désintéressée de l'augmentation de la productivité [...], c'est-à-dire de toute la société dans son ensemble<sup>66</sup> ».

Insensibles à cette incitation morale au travail pour les autres, les ouvriers et ouvrières d'URSS semblent avoir été plus sensibles sans le savoir aux idées exprimées par la lettre encyclique *Rerum Novarum* du pape Léon XIII : « Le but immédiat visé par le travailleur, c'est d'acquérir un bien qu'il possédera en propre [pour] en user comme bon lui semblera. [Ne pas être en situation] plus précaire, [...] agrandir [son] patrimoine. »

Ne pas pouvoir être récompensé d'une invention peut aussi priver « le talent et l'esprit d'initiative personnels [...] de leurs stimulants », ce qui tarirait les sources mêmes de la richesse<sup>67</sup>.

Le fait que le travailleur puisse profiter du résultat de son effort lui permet aussi de ne pas dépendre de « la providence de l'État » qui pourrait exercer sur lui des pressions politiques.

Autre faiblesse du système soviétique, l'absence de contre-pouvoirs et de liberté de l'information. Que la police secrète soit chargée du contrôle de qualité de grands chantiers nucléaires comme Tchernobyl fait que les hommes politiques peuvent négliger les alertes de sécurité qui leur sont transmises sans que personne ne puisse s'en inquiéter.

**Les revendications d'indépendance nationale ont joué leur rôle.** Les désirs d'indépendance nationale des pays soumis au régime communiste sont peu évoqués au-delà du passage imposé par les programmes sur les crises de Berlin. Un manuel consacre deux pages au « réveil des nationalités<sup>68</sup> » d'URSS qui

demandent et obtiennent leur indépendance. Un autre livre fait un dossier sur « la sortie du communisme » en Pologne<sup>69</sup>. On peut aussi trouver deux fois une photo de la « chaîne humaine des Estoniens, Lettons et Litvaniens<sup>70</sup> » qui a relié les capitales des trois États baltes séparés du Nord-Ouest de l'Empire russe en 1919 et annexés par Staline après son pacte avec Hitler en 1939.

**Les choix personnels d'hommes politiques ont aussi joué un rôle essentiel dans la sortie du communisme en Europe de l'Est.** Les manuels ne nient pas le rôle des choix humains, mais ils insistent trop largement sur le rôle du seul Gorbatchev, souvent présenté comme un grand libérateur, qui se serait levé le matin en se disant : « Je vais donner la liberté à mes peuples. » D'autres grands acteurs ont fait des choix qui ont accéléré la fin du communisme en Europe de l'Est : Reagan, le pape Jean-Paul II ou Boris Eltsine.

Les masses populaires ont aussi joué un rôle. Seuls et sans soutien populaire, ces hommes politiques n'auraient rien pu faire. Ce sont les électeurs des États-Unis et de Russie ou les foules de Pologne qui leur ont donné le soutien nécessaire pour qu'ils puissent réussir.

## **LES DISSIDENTS DU MONDE COMMUNISTE DEMANDAIENT SURTOUT PLUS DE LIBERTÉ**

*Dates et lieux* : 1965, lors du procès Siniavsky-Daniel, des dissidents demandent le respect de la loi soviétique qui prévoit le caractère public des procès ; décembre 1976, des intellectuels tchécoslovaques, dont Vaclav Havel, signent une pétition en faveur de la liberté d'expression, la « Charte 77 ».

## ▣ **La fabrique d'une idée reçue**

*Qu'en dit-on ? Une revendication de liberté d'expression.* La plupart des manuels insistent sur les idées de liberté portées par Soljenitsyne<sup>71</sup> et Sakharov<sup>72</sup>, dans un pays où les camps de concentration du goulag jouent un « rôle central<sup>73</sup> ». Les manuels qui vont le plus loin citent des critiques de l'idée de « stalinisme<sup>74</sup> » et du passé stalinien de Krouchtchev<sup>75</sup>. Ceux qui développent un peu les arguments des dissidents citent essentiellement des dénonciations de l'absurdité d'un système qui rend la vie incompréhensible<sup>76</sup>, qui peut décréter que le soleil est à son zénith à une heure au lieu de midi<sup>77</sup> et qui permet de justifier n'importe quel crime<sup>78</sup>.

*Comment le dit-on ? Des dissidents privés de leur argumentation.* Un manuel peut consacrer deux pages à la dissidence sans faire lire le contenu de sa critique du système communiste. On y lit en effet un extrait du code pénal soviétique, la description de la vie d'un dissident fréquemment emprisonné, la répression d'une manifestation populaire et deux photos, celle d'un « chanteur contestataire » et celle de Vladimir Boukovsky, mais sans préciser ce qu'il reproche au système communiste. Les questions posées demandent de décrire les méthodes de répression du « pouvoir soviétique » et des « motifs de la lutte des dissidents » qui ne sont pas développés dans les documents<sup>79</sup>. Il aurait mieux valu faire lire un texte de Vladimir Boukovsky plutôt que de montrer son image et de demander aux élèves d'aller sur Internet pour y trouver « ce que les autorités soviétiques [lui] reprochaient ».

**Les manuels réduisent les dissidents aux valeurs dominantes en France aujourd'hui.** Réduire l'autre à soi-

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



l'appareil du parti communiste. Presque toutes les élections libres organisées dans les pays communistes entre 1989 et 1991 ont abouti au même résultat. La légitimité de ces nouveaux élus du peuple leur a permis de mettre sur la touche les dirigeants communistes et, le 25 décembre 1991, Gorbatchev a été contraint d'abandonner la direction de l'URSS au moment où ses différentes républiques ont pris leur indépendance.

**Les hommes et l'argent du parti communiste ont par contre été mis à l'abri.** Selon Boukovsky, les plans de réforme envisagés du temps d'Andropov contenaient deux options : sauver le communisme et les hommes du parti ou ne sauver que les hommes du parti<sup>113</sup>. Il cite à l'appui de cette thèse un ancien collaborateur du département international du Comité central du parti communiste de l'URSS pour qui la chute de Gorbatchev a été suivie « du passage de la propriété collective de la nomenklatura des dirigeants communistes à une propriété privée appartenant individuellement aux membres du groupe dirigeant<sup>114</sup> ».

Cela pourrait permettre d'expliquer les énormes transferts d'argent vers l'Occident observés après la chute du parti (environ 80 milliards de dollars entre 1992 et 1994)<sup>115</sup> et la prise de possession rapide de grands monopoles d'État par des « oligarques ». Chacun de ces ministères a été transformé en société par actions distribuées aux cadres et le numéro deux ou trois de celui-ci est devenu son dirigeant<sup>116</sup>. Réalité qui a été résumée par la formule : « On m'a nommé milliardaire. »

# Vers un nouvel ordre mondial après la fin de la guerre froide ?

*La fin de l'opposition entre deux blocs de pays défendant des modèles politiques opposés a fait penser à certains qu'une sorte de « fin de l'histoire » allait survenir dans la foulée de la victoire de la démocratie libérale. L'ONU a alors été vue comme capable de résoudre des conflits internationaux, en particulier quand elle a rassemblé de nombreux pays pour chasser l'Irak du Koweït que ce pays avait annexé. Les années suivantes n'ont pas répondu à cette attente d'un monde pacifié.*

## **LES SERBES, PRATIQUEMENT LES SEULS À ÊTRE VIOLENTS PENDANT LA GUERRE EN YUGOSLAVIE**

*Dates et lieux : 1991-1992, éclatement de la Yougoslavie suite aux déclarations d'indépendance successives de la Slovénie, de la Croatie et de la Bosnie ; 5 avril 1992-29 février 1996, siège de Sarajevo par les forces armées de la République serbe de Bosnie ; 1995, accords de Dayton et partage de la Bosnie en zones serbe, musulmane et croate ; 1999, bombardements de l'OTAN contre la Serbie pour la contraindre à accepter l'autonomie du Kosovo.*

### **La fabrique d'une idée reçue**

*Qu'en dit-on ? **Attaque des Serbes contre Sarajevo.** Dans la tour jaune bombardée méthodiquement au canon de quarante millimètres par un « fou furieux » serbe, il y a un bébé de dix*

jours<sup>117</sup>. Les Serbes s'attaquent à la démocratie en visant le parlement de Bosnie-Herzégovine<sup>118</sup>. Ils s'attaquent à la culture en détruisant la bibliothèque de Sarajevo<sup>119</sup>. Une carte postale, éditée par une association bosniaque, dessine le siège de Sarajevo en soulignant son encerclement et en montrant autour de la ville la masse des canons, roquettes, chars et fusils de snipers serbes visant une ville désarmée<sup>120</sup>. Elle montre ainsi la perception psychologique des Bosniaques encerclés dans Sarajevo.

*Comment le dit-on ? Un festival d'images émotionnelles.* Le parti pris antiserbe des manuels à propos de Sarajevo et de la Yougoslavie se manifeste en les montrant en train de s'attaquer à des symboles émotionnels : un enfant, la culture, la démocratie. On ne trouve par contre dans les manuels aucune image émotionnelle de Serbes victimes de leurs adversaires, par exemple quand ils ont été chassés de Croatie en 1995 après avoir tenté de s'emparer de la partie de ce pays où ils étaient nombreux.

**Pour la majorité des manuels, les crimes de guerre ne sont que serbes.** Ils montrent une affiche : « Wanted Karadzic and Mladic<sup>121</sup> ». Ces derniers sont inculpés de « génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre<sup>122</sup> » sans qu'il soit dit que le Tribunal pénal international de La Haye a aussi poursuivi des Croates et des Bosniaques et a tenté d'enquêter sur les actions de l'UCK au Kosovo.

Rares sont ceux qui rappellent que les forces armées de tous les camps ont commis des exactions, avec un dessin de Plantu<sup>123</sup> ou en signalant que les explosions sur les marchés de Sarajevo en 1994 pourraient aussi avoir été provoquées par les Bosniaques sur leurs propres populations pour émouvoir

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

de la démocratie. Les anciennes milices sont souvent entrées dans le jeu politique et la participation aux élections est tout à fait réelle. Les cartes de résultats publiées par le site [www.electoralgeography.com](http://www.electoralgeography.com) montrent toutefois l'existence de votes brutalement ethniques. Seule la majorité chiite du pays s'est divisée entre deux partis, ce qui a provoqué un blocage de la vie politique après les élections de 2010<sup>184</sup>.

## ❖ Document retrouvé

### **Quels sont les journaux favoris des manuels scolaires ?**

Le chapitre qui couvre l'histoire la plus contemporaine, après la fin de la guerre froide, nous donne l'occasion d'une revue des sources utilisées par les manuels.

Le reproche qui leur avait été fait par un rapport de l'inspection générale de l'Éducation nationale de trop utiliser les images reste valable. Sur les 299 documents du chapitre sur l'après-guerre froide dans les huit principaux manuels de première publiés en 2011, 165 sont des photos ou des cartes, soit 49 % du total, sans compter 5 % de caricatures.

L'utilisation abusive de coupures de presse avait aussi été signalée. Elle a reculé car elles ne représentent plus que 12 % du total et 26 % des textes. Ce recul a pour conséquence une domination des sources officielles et des textes institutionnels dans les documents. Défendant le point de vue des pouvoirs en place et souvent peu critiques, ces sources représentent 40 % des textes et 19 % du total. Les analyses de spécialistes représentent 17 % des textes, les témoignages sont réduits à 8 % et les statistiques à 6 % des « textes ».

Le choix des sources journalistiques reste par contre très « classique » : 44 % de citations du quotidien *Le Monde*,

aucune de *La Croix*, et encore moins de la presse « extrémiste », bien sûr pas de citation de *Présent*, mais pas non plus de *Valeurs Actuelles* ou de *L'Humanité*. Les plus audacieux citent *Le Figaro* ou *Libération* et *Rue 89*. L'ouverture internationale est faible, elle se fait avec des journaux de gauche, *Le Monde diplomatique*, *Courrier international* et *Alternatives internationales* qui sont cités sans qu'il soit fait mention de l'existence du *Spectacle du monde* par exemple. Il n'y a que quatre citations de la presse étrangère, soit 12 % du total des journaux.

# L'Europe, la France et l'économie après 1945

## L'Europe après 1945

*Unir les nations européennes dans une construction à but fédéral est un choix politique majeur, qui a fait l'objet de nombreux débats. Observer l'évolution des manuels d'histoire entre 2008 et 2012 est un bon moyen de savoir comment ils présentent ces débats et donc comment les élèves peuvent les comprendre.*

### **LES EUROSCEPTIQUES SONT DES DÉSÉQUILIBRÉS**

L'image que donnent les opposants à la construction européenne ne leur est pas favorable.

*Dates et lieux : 1954, rejet du projet de Communauté européenne de défense ; 2005, rejet du traité constitutionnel européen par les Français.*

#### **La fabrique d'une idée reçue**

*Qu'en dit-on ? Des opposants ridicules.* Les images peuvent porter des opinions politiques. Un ou deux pauvres manifestants « contre l'Europe », tout seuls, avec une posture ridicule et de pauvres pancartes décrivent une « manifestation antieuropéenne » dans un manuel<sup>1</sup>.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



mêmes résultats que l'analyse des manuels de première. On y trouve en effet 72 % d'affiches et de caricatures pro-européennes contre 21 % de documents critiques de la construction européenne, la moitié venant de la gauche et l'autre de la droite. Les quelques images restantes sont difficiles à classer selon cette opposition entre partisans et adversaires de la construction européenne.

On ne trouve à nouveau que très peu de documents qui présentent de manière concrète l'action de l'Union européenne.

# La France après 1945

*Une vision de la gouvernance qui oublie la participation des gouvernés. Les constitutions de la IV<sup>e</sup> et de la V<sup>e</sup> République ont pour principe le « gouvernement du peuple, pour le peuple et par le peuple ». Une étude consacrée au sujet « Gouverner la France depuis 1946 : État, gouvernement et administration. Héritages et évolutions » devrait donc se poser la question de savoir si ce principe est mis en œuvre ou si l'État gouverne la société française sans le peuple.*

*Nous allons voir que l'approche choisie par les manuels reste fidèle à la tradition française d'une « conception unitaire de l'État » pour qui « tout est décidé au sommet ; en dessous, on exécute ». Cette conception remonte à Jean Bodin, qui définissait en 1576 la souveraineté comme « la puissance de donner loy à tous en général et à chacun en particulier [...] sans le consentement de plus grand, ni de pareil, ni de moindre que soy<sup>33</sup> », et s'opposait à son contemporain Étienne de La Boétie, auteur du Discours de la servitude volontaire ou le Contre-un<sup>34</sup>.*

## **LA PLANIFICATION PEUT SE FAIRE SANS CONCERTATION ET SANS SOCIÉTÉ CIVILE**

*Dates et lieux : 1946, création du Commissariat général au Plan ; 1963, création de la Direction à l'aménagement du territoire et l'action régionale (DATAR).*

### **↳ La fabrique d'une idée reçue**

*Qu'en dit-on ?* **L'État qui planifie et organise la vie des Français.** Après la Seconde Guerre mondiale, la France s'organise d'une manière bien moins libérale. Elle se dote d'un Commissariat général au Plan, dirigé par Jean Monnet, qui définit des priorités : « Il doit donc assurer aux investissements dans ces secteurs [des industries de base] un financement régulier et inconditionnel<sup>35</sup>. »

*Comment le dit-on ?* **Une méthode de travail oubliée.** Si l'on en croit les manuels, les décisions sortent toutes armées du brillant cerveau des planificateurs et des aménageurs, ce qui est une vision très partielle du processus de décision dans nos sociétés contemporaines.

## ▣ **L'histoire à découvrir**

*Ce qu'on dit moins souvent.* **Concertations et participations.** Le rôle que jouaient les consultations des groupes concernés par les travaux du plan et de l'aménagement du territoire est souvent abordé de manière très rapide dans les citations des manuels. On ne trouve par exemple dans un manuel que ces mots vagues : « Toute la nation doit être associée à cet effort » de modernisation<sup>36</sup>.

*Ce qu'il faut aussi savoir.* **Utilité et dangers du gouvernement des experts.** Dans la méthode de travail de Jean Monnet, les élus chargés de résoudre l'ensemble des questions politiques pour le compte des citoyens sont remplacés ou dominés par des experts et des groupes d'intérêts. Ce fonctionnement, qui est présent en France et surtout au niveau européen, est critiqué par certains, en particulier quand les groupes d'intérêts n'ont pas eux-mêmes un fonctionnement

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

## ■ L'histoire à découvrir

*Ce qu'on dit moins souvent.* **La diversité oubliée des formes de réussite féminine de l'époque contemporaine.** Les manuels ne citent que très peu d'intellectuelles non féministes comme Jacqueline de Romilly, citée par le manuel Hachette Lambin<sup>70</sup>, qui montre aussi des femmes aviatrices dans l'entre-deux-guerres<sup>71</sup>. Le manuel Hachette Zachary consacre un dossier aux femmes avocates<sup>72</sup> et le manuel Nathan Le Quintrec consacre un dossier au travail des femmes, en montrant qu'il est plus présent dans le secteur tertiaire, et en donnant un exemple de la difficile condition sociale des femmes sardinières de Saint-Guénolé dans la Bretagne de 1901<sup>73</sup>.

On n'a pas encore trouvé de femme général d'infanterie comme dans la chanson de Michel Sardou sur les « femmes des années quatre-vingt », mais pourquoi ne pas parler de Grace Hopper, contre-amiral de la marine américaine et surtout informaticienne ? Elle a apporté une contribution importante à l'histoire de l'informatique par la conception du langage informatique Cobol en 1959, qui était de loin le plus utilisé par les ordinateurs des années 1960 à 1980. Il aurait aussi été possible d'illustrer la conquête de différents métiers avec l'exemple de la première femme française pilote de chasse en France, Caroline Aigle<sup>74</sup>.

Il aurait aussi été possible de parler des femmes dirigeant des syndicats comme Nicole Notat, citée par un seul manuel<sup>75</sup>, qui a dirigé de 1992 à 2002 le second syndicat de salariés, la CFDT, ou de citer Laurence Parisot qui a pris la tête du syndicat patronal en 2005.

*Ce qu'il faut aussi savoir.* **Le travail féminin peut aussi**

**être vécu comme une contrainte.** L'image du travail féminin contemporain que donnent les manuels ne montre pratiquement pas non plus les formes de travail féminin contraint par la pauvreté ou précarisé. On n'y trouvera pas d'extraits du reportage de Florence Aubenas, *Le Quai de Ouistreham*, pendant lequel cette journaliste a passé un an à travailler dans la région de Caen, en se faisant passer pour une femme sans qualification professionnelle<sup>76</sup>. Plus généralement, le monde du travail précaire ou la pauvreté des familles monoparentales sont peu évoqués quand il s'agit de parler de la situation actuelle « des femmes ».

## **L'INTÉGRATION DES IMMIGRÉS EN FRANCE SE PASSE BIEN**

*Dates et lieux* : années 1920 et 1960-1980, vagues d'immigration de travail en France ; 1974, autorisation de l'immigration par regroupement familial.

### **La fabrique d'une idée reçue**

*Qu'en dit-on ?* **L'immigration est un phénomène qui a de nombreux aspects positifs.** La plupart des manuels privilégient les éléments positifs dans leur présentation des rapports de l'immigration et de la société française.

Les problèmes associés à l'immigration peuvent être niés par certains documents. Le président fédéral allemand déclare : « Nous ne devons pas laisser des légendes ni des préjugés et des exclusions se répandre<sup>77</sup>. » L'homme politique radical-socialiste Pierre Mendès France affirmait aussi en 1974 que l'idée d'une « criminalité anormale » des Nord-Africains « ne tient pas debout<sup>78</sup> ».

Si ces problèmes existent, ils ont alors surtout des causes sociales. À propos des émeutes de 2005, elles s'expliquent par le fait que « les immigrés [...] sont particulièrement touchés par le chômage et la pauvreté. [...] Les violences urbaines récurrentes (1981, 2005) illustrent le malaise de ces populations<sup>79</sup>. » Un journaliste du *Nouvel Observateur* balaie d'un revers de plume l'idée d'une panne de l'intégration liée à des différences culturelles. Pour lui, « c'est globalement faux » et la cause principale, « c'est d'abord la question sociale<sup>80</sup> ».

Les immigrés en France sont eux aussi des victimes de la « xénophobie ». Ils ont été massacrés au cours d'émeutes à Aigues-Mortes en 1893 et le manuel signale qu'aucun Français n'a alors été condamné par la justice<sup>81</sup>. Ils sont visés par des manifestants dont certains lèvent fièrement le bras pour faire le salut fasciste en 1930<sup>82</sup>, expulsés de France dans les années 1930<sup>83</sup>, assassinés dans les années 1960<sup>84</sup> et réprimés en 1961<sup>85</sup>. Aujourd'hui, ils sont la cible d'une « nouvelle poussée de la droite xénophobe<sup>86</sup> » et du « F-Haine<sup>87</sup> ».

Certains manuels présentent aussi des manifestations en faveur des travailleurs clandestins « sans papiers », en montrant un tract à ce sujet<sup>88</sup> ou en affirmant que le problème des « sans-papiers » est uniquement dû à la « restriction de l'immigration légale<sup>89</sup> ».

« Les vagues successives d'immigrés se sont intégrées et le phénomène se poursuit<sup>90</sup>. » Les manuels citent des affirmations selon lesquelles les Polonais<sup>91</sup> ou les Italiens<sup>92</sup> semblaient inassimilables, pour introduire l'idée que leur assimilation passée garantit la réalisation du même phénomène dans le futur.

*Comment le dit-on ? Une approche abstraite de*

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



# LE MONDE A BESOIN D'UNE GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE

*Dates et lieux* : 1945, création du Fonds monétaire international ; 1947, création du GATT qui négocie des accords de libre-échange et devient l'Organisation mondiale du commerce en 1995 ; 1971, première rencontre de dirigeants économiques et politiques à Davos en Suisse ; 2001, premier forum social mondial à Porto Allegre, au Brésil.

## ▸ La fabrique d'une idée reçue

*Qu'en dit-on ?* **L'Organisation mondiale du commerce est contestée par les altermondialistes.** Pour parler des organisations qui gèrent le fonctionnement de la mondialisation économique, les manuels montrent souvent comment l'OMC oblige parfois des pays riches à renoncer à certains de leurs avantages commerciaux. Ils citent souvent la « fin de la guerre de la banane » et le fait que l'Union européenne réduit alors la taxe d'importation imposée à celles qui viennent des pays pauvres d'Amérique centrale<sup>136</sup>.

Dans le débat qui entoure l'idée de gouvernance mondiale, ils reprennent plusieurs fois Jacques Attali ou un autre « partisan déclaré d'un gouvernement mondial<sup>137</sup> », H.G. Wells.

Les documents qui servent à présenter le point de vue altermondialiste sont souvent des images frappantes, comme une photo du « rendezvous de l'élite planétaire » prise depuis un trou dans des barbelés<sup>1011</sup>. Une pesée globale des documents favorables ou hostiles à la gouvernance économique globale donne 25 documents qui lui sont favorables et 32 qui la critiquent.

*Comment le dit-on ?* **L'opposition entre textes et**

**illustrations.** Des textes qui donnent des exemples concrets de ce que l'OMC fait pour limiter les excès de la domination commerciale des pays riches s'opposent à de nombreuses images de manifestations des « indignés » et des altermondialistes. Cela représente assez bien les paradoxes de manuels scolaires souvent tentés par le romantisme d'une opposition au système économique actuel, mais qui finissent par adhérer à sa version social-démocrate.

## ■ L'histoire à découvrir

*Ce qu'on dit moins souvent.* **Tous les économistes ne sont pas keynésiens ou socio-démocrates.** Sans entrer dans une spécialité qui n'est pas la mienne, je peux tout de même constater les proportions d'économistes de divers courants de pensée qui sont cités dans les manuels.

Sur 49 occurrences, j'ai trouvé onze images ou textes et biographies de Keynes, six des architectes du système financier d'après-guerre Morgenthau et Dexter White, cinq de Joseph Stiglitz, huit de (néo) libéraux comme Reagan ou Thatcher, deux d'altermondialistes contre deux de soutiens du FMI et dix de conseillers ou de proches de dirigeants de gauche modérée : Clinton, Obama et dans un manuel : Jacques Mistral, Dominique-Strauss Kahn et Jacques Attali, Pierre Jacquet, Jean Pisani Ferry et Laurence Tubiana qui ont été conseillers respectivement de Lionel Jospin, Jacques Delors et Lionel Jospin<sup>138</sup>.

Un seul manuel se distingue en donnant la parole à d'autres économistes comme Paul Krugman et Nouriel Roubini et en organisant son propos autour d'une critique par Maurice Allais des excès de l'endettement et de l'économie financière

développée par Alan Greenspan<sup>139</sup>.

## **LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MET LA TERRE EN DANGER**

*Dates et lieux* : 1972, le rapport du Club de Rome *Halte à la croissance* popularise l'idée que la croissance économique peut menacer l'environnement.

### ▣ **La fabrique d'une idée reçue**

*Qu'en dit-on ? Pour une décroissance.* Trois manuels de première abordent la question des limites de la croissance. Ils expliquent que dans un monde aux ressources naturelles limitées, la croissance ne peut être infinie. Ils expliquent la nécessité d'une « croissance socialement et environnementalement durable » à partir des rapports du Club de Rome en 1972<sup>140</sup> ou de Gro Harlem Brundtland à l'ONU en 1987<sup>141</sup>.

Dans les documents qu'ils ont choisis, ces manuels présentent des textes qui affirment la nécessité d'un « développement durable » qui répondrait aux « problèmes urgents » du réchauffement et de la couche d'ozone<sup>142</sup>. Un autre manuel cite un journaliste qui « remet en cause un modèle fondé sur la seule croissance économique », car son article évoque des « informations terrifiantes » sur des « risques de catastrophes climatiques », telles que la menace d'un « écocide » qui ferait que deux tiers des Australiens seraient atteints de cancers de la peau à cause du trou dans la couche d'ozone<sup>143</sup>.

**Les manuels de géographie enfoncent le clou de l'inquiétude climatique.** Ces trois documents trouvés dans les

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

motivations souvent « extrémistes » des résistants de droite ou de gauche en France sont moins souvent précisées que lorsqu'il s'agit de présenter les engagements des résistants apolitiques ou plus modérés.

Plus largement, les manuels font comme si l'action, y compris militaire, contre la violence ou l'injustice sociale était devenue impossible. La violence, le conflit et la mort sont souvent présentés de manière atténuée.

Il y a aussi un certain manque de réflexion sur les différentes formes possibles d'action politique. On ne trouve pas de commentaires sur l'énergie et les arrière-pensées de Bismarck pour faire voter ses lois sociales, ni sur la menace de grève du syndicat unifié allemand DGB pour faire passer la loi sur la cogestion. L'idée que la planification et la « gouvernance » en général puissent se faire avec de la concertation n'est pas non plus évoquée.

**Déracinement et refus des héritages culturels européens.** Préférant juger implicitement au lieu de chercher à comprendre, les manuels sousestiment ou ridiculisent les manifestations du patriotisme. S'il reste bien des vestiges du « roman national » dans les cours sur Louis XIV et dans l'occultation absolue des histoires régionales, les manuels insistent largement sur les violences commises par des Occidentaux et restent discrets sur les brutalités dans les autres cultures. Ils font du christianisme une religion essentiellement répressive qui ne convertit pratiquement que par la contrainte. Pour eux, ses origines sont incertaines et ses apports actuels presque inexistantes. La contribution du christianisme social est passée sous silence et le rôle de Jean-Paul II dans la chute du communisme en Europe de l'Est est pratiquement oublié.

Un autre pan essentiel de la culture européenne est oublié quand les manuels ne parlent pas assez de la culture ouvrière à

Paris et ne valorisent jamais le travail et la technique. Le regard que les manuels portent sur l'action humaine est très politique et laisse de côté l'idée longtemps dominante selon laquelle des groupes sociaux comme les paysans en 1789 pouvaient aussi être des acteurs de l'histoire.

**Progressisme comme école du consentement à ce qui existe.** Les manuels continuent à cultiver les légendes noires. Ils assombrissent les époques anciennes et idéalisent l'idée de république ou le féminisme contemporain. Favoriser une révolte à peu de frais contre le passé risque de faire oublier d'agir sur le présent.

**Étatisme comme ultime refuge.** L'État est présenté comme un sauveur ; dès les pharaons ou les empereurs romains, l'État intervient dans l'économie à la satisfaction de tous, et durant les « Trente glorieuses » son action est centrale. L'étude de la « gouvernance économique mondiale depuis 1945 » donne bien plus de place aux économistes qui valorisent l'État comme Keynes qu'aux défenseurs des diverses approches plus libérales.

## **Les manières de déformer l'histoire et comment s'en prémunir**

La plus grande partie du texte des manuels rend compte de manière assez juste de l'état actuel de nos connaissances historiques. Il arrive par contre aussi souvent que la présentation de l'histoire par les manuels soit biaisée. Dans ce cas, les livres scolaires offrent un florilège des différentes techniques de communication et de propagande développées au XX<sup>e</sup> siècle.

**L'oubli d'éléments importants.** De nombreuses omissions ciblées permettent de nourrir le manque de mémoire des élèves. Ne pas développer les explications historiques sur l'Inquisition permet par exemple de laisser un téléfilm de France 2 forger la

culture des Français sur ce sujet et de maintenir des mythes historiques nés au XIX<sup>e</sup> siècle.

L'oubli peut être quantitatif et concerner des proportions comparées comme celle des morts « indigènes » et métropolitains dans les tranchées. Il est temporel quand on étudie une tendance sur une période trop courte dans un graphique.

L'oubli peut être celui d'une méthode d'analyse, quand on ne lit que les textes sans recourir à l'archéologie pour parler du Coran, ou quand une lecture restrictive d'un sujet fait passer à côté de ce qui n'est pas « dans le programme », comme le roi Clovis. Dans le cas des « points aveugles » de notre époque, l'oubli n'est certainement pas volontaire. Il conduit cependant à présenter un monde rempli de personnages désincarnés qui n'ont jamais de femmes, et encore moins de maîtresses.

L'intégration des recherches historiques peut aussi être rapide sur certains sujets comme la « culture de guerre » des soldats de la « Grande Guerre », ou très incomplète pour les recherches qui relativisent l'étendue de l'absolutisme de Louis XIV. L'oubli peut aussi concerner un historien trop critique ou qui montrerait au contraire les aspects « positifs » de la colonisation par exemple. Ne pas signaler les engagements d'un historien ou de l'auteur d'une source peut aussi en fausser la lecture.

L'omission peut donner une impression défavorable quand on ne présente que les critiques faites par un auteur et pas ses propositions, comme c'est souvent le cas avec l'encyclique *Rerum Novarum* de Léon XIII. Présenter des violences sans montrer les perceptions de ceux qui les exercent permet par exemple de souvent valoriser les Bosniaques par rapport aux Serbes à propos du siège de Sarajevo. Une impression plus ou

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



23. Bs, 6<sup>e</sup>, 2009, 2 p. 143.
24. Jacques Brosse, *Histoire de la chrétienté d'Orient et d'Occident*, Albin Michel, 1995.
25. Bruno Dumézil, *Les Racines chrétiennes de l'Europe. Conversion et liberté dans les royaumes barbares, V<sup>e</sup>-VIII<sup>e</sup>. siècles*, Fayard, 2005, p. 465.
26. Ht, 6<sup>e</sup>, 2009, 2 p. 160 ; N, 6<sup>e</sup>, 2009, 3 p. 157.
27. Raymond Delatouche, *La Chrétienté médiévale, un modèle de développement*, Téqui, 2000 p. 44.
28. Marcel Pérès, Jacques Cheyronnaud, *Les Voix du plainchant*, 2001, Desclée de Brouwer.
29. Dom Guéranger, *Institutions liturgiques*, Le Mans/3 vol., 1840-1851.
30. Hc, 5<sup>e</sup>, 2010, 5 p. 121.
31. Hc, 5<sup>e</sup>, 2010, 3 p. 16.
32. Hc, 5<sup>e</sup>, 2010, 1 p. 112.
33. Saint Bernard, *Laude nova milicia*,: <http://www.abbaye-saint-benoit.ch/saints/bernard/tome02/templiers/templiers.htm>
34. Thomas d'Aquin (1225-1274), *Somme de théologie*, IIa-IIae, Q.10, a.8.
35. Hc, 2<sup>de</sup>, 2010, p. 108.
36. Bn, 2<sup>de</sup>, 2010, p. 98.
37. Hc, 2<sup>de</sup>, 2010, p. 108.
38. Mg, 2<sup>de</sup>, 2010, p. 78.
39. NLQ, 2<sup>de</sup>, 2010, p. 108.
40. NLQ, 2<sup>de</sup>, 2010, 1 p. 108.
41. Ht, 2<sup>de</sup>, 2010, 5 p. 85.
42. Mg, 2<sup>de</sup>, 2010, 2 p. 79.

43. NLQ, 2<sup>de</sup>, 2010, 2 p. 97.
44. Mg, 2<sup>de</sup>, 2010, p. 206.
45. <http://www.art-roman-conques.fr/parcours1.html>
46. Xavier Martin, *Nature humaine et Révolution française*, Dominique Martin Morin, 1994, p. 23.
47. [http://jesusmarie.free.fr/bernard\\_traite\\_amour\\_dieu.html](http://jesusmarie.free.fr/bernard_traite_amour_dieu.html)
48. N, 5e, 2009, 5 p. 83.
49. N, 5e, 2009, p. 80.
50. Mg 2<sup>de</sup>, 2010 4 p. 83.
51. Mg 2<sup>de</sup>, 2010, 4 p. 83.
52. Hc, 5e, 2009, 1 p. 90.
53. Jean Baechler, *Démocraties*, Calmann-Lévy, 1985, p. 87.
54. [http://www.dominicains.ca/Documents/documents\\_gen/c](http://www.dominicains.ca/Documents/documents_gen/c)
  
55. Jacques Dalarun, *Gouverner, c'est servir. Essai de démocratie médiévale*, Alma éditeur, 2012.
56. Chantal Delsol, *Monastères et démocratie*, in *Actualité de saint Bernard*, Lethielleux, 2010.
57. Bn 5 p. 99 ; Hc, 2<sup>de</sup>, 2010 ; 4 p. 109, Mg, 4 p. 81.
58. Mg, 2<sup>de</sup>, 2010, 4 p. 81.
59. Annette Palès-Gobilliard, « Pénalités inquisitoriales au XIV<sup>e</sup>. siècle », *Crises et réformes dans l'Église (Actes du 115<sup>e</sup> congrès national des sociétés savantes, Avignon, 1990)*, 1991, p. 143-154.
60. Jean-Pierre Dedieu, *L'Administration de la foi. L'Inquisition de Tolède et les vieux-chrétiens (XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup>. siècle)*, Casa de Velázquez, 1989, p. 77 et 241.
61. NLQ, 2<sup>de</sup>, 2010, p. 260.
62. Bartolomé Bennassar, *L'Inquisition espagnole, XV<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup>. siècle*, 1979 p. 389-390.

63. Emmanuel Le Roy-Ladurie, *Montaillou, village occitan de 1294 à 1324*, Gallimard, 1975.
64. Jean Louis Biger, *Albi, onze suspects devant leurs juges*, *Histoire du christianisme magazine* n° 21, avril 2004.
65. *Histoire du christianisme magazine* n° 21, avril 2004, p. 49.
66. Jean Dumont, *L'Église au risque de l'histoire*, Criterion, 1981
67. Ernest Lavisse, *Cours élémentaire*, Armand Colin, 1913, p. 36.
68. *Ibid.*, p. 38.
69. Armand Colin Cours Moyen 1 et 2, 1949 p. 34.
70. Bn, 5e, 2009, 3 p. 41.
71. Bn, 2<sup>de</sup>, 2010, p. 180.
72. Bn, 1 p. 123 ; Hc, 2 p. 126 ; Mg, 2<sup>de</sup>, 2010, 5 p. 103 ; N C, 2 p. 110.
73. Jacques Dupâquier, *L'Ancien Régime vu par les manuels d'histoire de la III<sup>e</sup> République (1871-1914)*, Académie des sciences morales et politiques, séance du lundi 21 novembre 2005, <http://www.asmp.fr/travaux/communications/2005/dupaq>
74. Mg, 2<sup>de</sup>, 2010, 1 p. 128.
75. Mg, 2<sup>de</sup>, 2010, 2 p. 128.
76. NLQ, 2<sup>de</sup>, 2010, 6 p. 126.
77. Claudine Pailhès, *Gaston Fébus. Le prince et le diable*, Perrin, 2007, p. 310.
78. Régine Pernoud, *La Femme au temps des cathédrales*, Stock, 1980.
79. Martin Aurell, *Le Chevalier lettré*, Fayard, 2011, p. 167.
80. *Ibid.*
81. Hc, 2<sup>de</sup>, 2010, 2 p. 126.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

## XIX<sup>e</sup> siècle

1. Bn, 2<sup>de</sup>, 2010, p. 286.
2. Hc, 2<sup>de</sup>, 2010, 1 p. 318.
3. Ht, 2<sup>de</sup>, 2010, p. 288.
4. N C, 2<sup>de</sup>, 2010, 2 p. 290.
5. Bn, 2<sup>de</sup>, 2010, 2 p. 285.
6. Ht, 2<sup>de</sup>, 2010, p. 292.
7. Ht, 2<sup>de</sup>, 2010, 6 p. 289.
8. Catherine Brice, « L'unité italienne à marche forcée », *L'Histoire*, n° 201, juillet 1996.
9. Guglielmo Ferrero, *Reconstruction, Talleyrand à Vienne, 1814-1815*, Plon, 1940, p. 47-63.
10. Mémoires de Talleyrand, citées dans Guglielmo Ferrero, *op. cit.*
11. NLQ, 2<sup>de</sup>, 2010, 6 p. 180.
12. N C, 2<sup>de</sup>, 2010, 3 p. 291.
13. Pierre-Yves Beaurepaire, *La République universelle des francs-maçons. De Newton à Metternich*, Rennes, éditions Ouest-France, 1999.
14. Saint-Edme, *Constitution et organisation des carbonari, 1821*, Éditions du Prieuré, 1997.
15. Ht, 1<sup>re</sup>, 2011, p. 60-61.
16. Bn, 1<sup>re</sup>, 2011, 5 p. 39.
17. Hc Z, 1<sup>re</sup>, 2011, 3 p. 65.
18. Hc L, 1<sup>re</sup>, 2011, p. p28-29 ; Bs, 1<sup>re</sup>, 2011, p. 14-15.
19. Laurent Heyberger, *La Révolution des corps : décroissance et croissance staturale des habitants des villes et des campagnes en France 1780-1940*, Presses

- Universitaires de Strasbourg, 2006.
20. Ht, 1<sup>re</sup>, 2011, p. 62-63.
  21. Adélaïde Popp, *La Jeunesse d'une ouvrière*, 1909, tr. fr., Maspero, 1979.
  22. Michel Hau, Nicolas Stoskopf, *Les Dynasties alsaciennes*, Perrin, 2004.
  23. Jean-Pierre Le Crom, *Deux siècles de droit du travail, l'histoire par les lois*, Éditions de l'Atelier, 1998.
  24. <http://www.alexiscorbiere.com/index.php/post/2012/07/08/Peut-on-critiquerle-M%C3%A9tronome-de-Lorant-Deutsch>
  25. Mg, T<sup>ale</sup> L/ES, 2012, 11 p. 33.
  26. Mg, T<sup>ale</sup> L/ES, 2012, 11 p. 33.
  27. Mg, T<sup>ale</sup> L/ES, 2012, 14 p. 34.
  28. « Qu'est devenue la classe ouvrière ? », *La Croix*, 12 décembre 2008.
  29. N C, T<sup>ale</sup> L/ES, 2012, p. 42.
  30. Ht, 1<sup>re</sup>, 2011, p. 326.
  31. N C, 1<sup>re</sup>, 2011, doc p. 76.
  32. Mg, 1<sup>re</sup>, 2011, p. 272.
  33. N C, 1<sup>re</sup>, 2011, p. 319.
  34. NLQ, 1<sup>re</sup>, 2011, p. 336.
  35. NLQ, 1<sup>re</sup>, 2007.
  36. Bs, 1<sup>re</sup>, 2007, 3 p. 141 ; NLQ, 1<sup>re</sup>, 2007, 1 p. 46.
  37. Bs, 1<sup>re</sup>, 2007, p. 44.
  38. N, 1<sup>re</sup>, 2007, p. 45.
  39. Hc, 1<sup>re</sup>, 2007, N C p. 62 ; N, 1<sup>re</sup>, 2007, 3 p. 61 ; Bs, 1<sup>re</sup>, 2007, 4 p. 61.
  40. Ht, 1<sup>re</sup>, 2011, p. 326 ; Hc Z, 1<sup>re</sup>, 2011, p. 366.

41. NLQ, 1<sup>re</sup>, 2011, 3 p. 49.
42. Bs, 1<sup>re</sup>, 2011, 5 p. 59.
43. N C, 1<sup>re</sup>, 2011, p. 354.
44. Hc L, 1<sup>re</sup>, 2011, 3 p. 54.
45. Bs, 1<sup>re</sup>, 2011, p. 350.
46. Jean-Baptiste Duroselle, *Les Débuts du catholicisme social en France 1822-1870* (thèse principale), PUF, 1951.
47. [http://www.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche.asp?num\\_dept=5482](http://www.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche.asp?num_dept=5482)
48. Bn, T<sup>ale</sup> L/ES, 2012, p. 134.
49. N C, T<sup>ale</sup> L/ES, 2012, 2 p. 88.
50. Jean-Paul Bled, *Bismarck*, Perrin, 2011, p. 224.
51. *Ibid.*, p. 184.
52. Hc, T<sup>ale</sup> L/ES, 2012, 2 p. 104.
53. Hc, T<sup>ale</sup>, 2012, 2 p. 104.
54. Pierre-Yves Gomez, Peter Wirtz, « Institutionnalisation des régimes de gouvernance et rôle des institutions sociales : le cas de la cogestion allemande », *Cahier du FARGO*, n° 1080601.
55. Ht, 1<sup>re</sup>, 2011, p. 322.
56. N C, 1<sup>re</sup>, 2011, 5 p. 321.
57. Ht, 1<sup>re</sup>, 2011, p. 322.
58. Mg, 1<sup>re</sup>, 2011, 4 p. 275.
59. Hc L, 1<sup>re</sup>, 2011, sujet p. 339.
60. Bn, 1<sup>re</sup>, 2011, 1 p. 270.
61. N C, 1<sup>re</sup>, 2011, 5 p. 321.
62. Mg, 1<sup>re</sup>, 2011, 3 p. 313
63. Edgard Quinet, *L'Enseignement du peuple*, Chamerot,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



3. Ht, T<sup>ale</sup> ES/L, 2012, 6 p. 280.
4. Ht, T<sup>ale</sup> ES/L, 2012, 6 p. 284.
5. Bn, T<sup>ale</sup> ES/L, 2012, p. 288 ; Hc, T<sup>ale</sup> ES/L, 2012, p. 270 ; Ht, T<sup>ale</sup> ES/L, 2012, 3 p. 263.
6. Hc, T<sup>ale</sup> ES/L, 2012, p. 270.
7. Bn, T<sup>ale</sup> ES/L, 2012, 1 p. 294.
8. N C, T<sup>ale</sup> ES/L, 2012, p. 280 et 287.
9. *The Operation in Gaza, 27 december 2008 – 16 january 2009, Factual and Legal Aspects*, The state of Israël, juillet 2009.
10. N C, T<sup>ale</sup> ES/L, 2012, 3 p. 281.
11. NLQ, T<sup>ale</sup> ES/L, 2012, 3 p. 279.
12. NLQ, T<sup>ale</sup> ES/L, 2012, p. 276
13. Association PRIME, *L'Histoire de l'autre*, Liana Levi, 2004.
14. NLQ, T<sup>ale</sup> ES/L, 2012, 2 p. 278.
15. Bs, 1<sup>re</sup>, 2011, p. p124-125 ; Ht, 1<sup>re</sup>, 2011, p p. 118-11 ; Mg, 1<sup>re</sup>, 2011, p. 104 ; N C, 1<sup>re</sup>, 2011, p. p146 ; NLQ, 1<sup>re</sup>, 2011, p. p114-115.
16. Mg, 1<sup>re</sup>, 2011, 1 p. 104.
17. Hc Z, 1<sup>re</sup>, 2011, p. p152-153.
18. Bn, 1<sup>re</sup>, 2011, p. p110-111.
19. Bn, T<sup>ale</sup>, 2008, p. 68-69.
20. Ht, T<sup>ale</sup>, 2008, p. 71.
21. Mg, 1<sup>re</sup>, 2011, p. 114-115.
22. Mg, 1<sup>re</sup>, 2011, 5 p. 115.
23. Stéphane Courtois, « La vérité sur l'affaire Rosenberg », *L'Histoire*, n° 279, 09/2003.

24. Mg, 1<sup>re</sup>, 2011, 3 p. 115.
25. Thom Andersen, Noël Burch, *Les Communistes de Hollywood : autre chose que des martyrs*, Presses Sorbonne Nouvelle, 1994, p. 41.
26. Bn, 1<sup>re</sup>, 2011, sujet p. 243.
27. Bn, 1<sup>re</sup>, 2011, p. 240-241.
28. Ht, 1<sup>re</sup>, 2011, 11 p. 281.
29. N C, 1<sup>re</sup>, 2011, 6 p. 300.
30. N C, 1<sup>re</sup>, 2011, 7 p. 300.
31. N C, 1<sup>re</sup>, 2011, 9 p. 300.
32. Mg, 1<sup>re</sup>, 2011, p. 259.
33. Bs, 1<sup>re</sup>, 2011, p. 279.
34. Bs, 1<sup>re</sup>, 2011, p. p278-279.
35. Alain-Michel Zeller, *Un oued pas si tranquille*, Atelier Fol'fer, 2007.
36. Ht 1<sup>re</sup>, 2011.
37. Bs, 1<sup>re</sup>, 2011, 6 p. 275.
38. Bn, 1<sup>re</sup>, 2011, 6 p. 241 ; N C, 1<sup>re</sup>, 2011, 11 p. 301.
39. Ht, 1<sup>re</sup>, 2011, p. 276.
40. Guillaume Zeller, *Oran, 5 juillet 1962, un massacre oublié*, Tallandier, 2012.
41. NLQ, T<sup>ale</sup> ES/L, 2012, 4 p. 85 et 2 p. 94.
42. NLQ, T<sup>ale</sup> ES/L, 2012, 3 p. 95.
43. Raphaëlle Branche, *La Torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie, 1954-1962*, Gallimard, 2001.
44. Jean-Jacques Jordi, *Un silence d'État. Les disparus civils européens de la guerre d'Algérie*, Éditions SOTECA, 2011.
45. Gilbert Meynier, *Histoire intérieure du FLN*, Fayard,

- 2002.
46. <http://etudescoloniales.canalblog.com/>
  47. Bn, T<sup>ale</sup> ES/L, 2012, 4 p. 110.
  48. Bn, 1<sup>re</sup>, 2011, p. 124.
  49. NLQ, 1<sup>re</sup>, 2011, 4 p. 133.
  50. Hc L, 1<sup>re</sup>, 2011, 10 p. 138.
  51. Hc L, 1<sup>re</sup>, 2011, 11 p. 139.
  52. Bernard Bruneteau, *Le Siècle des génocides. Violences, massacres et processus génocidaires de l'Arménie au Rwanda*, Armand Colin, 2004.
  53. Rany Chan, *L'enfer où Dieu prenait soin de nous*, Fayard, 1996.
  54. Chantal Beaucourt, « Les perspectives des achats céréaliers de l'URSS, après le 27- Congrès du CCPC », *in Économie rurale*. n° 173, 1986. p. 67-70.
  55. N C, 1<sup>re</sup>, 2011, p. 230.
  56. NLQ, 1<sup>re</sup>, 2011, p. 230.
  57. Mg, 1<sup>re</sup>, 2011, 4 p. 205 ; NLQ, 4 p. 231.
  58. Bs, 1<sup>re</sup>, 2011, 2 p. 242.
  59. Bs, 1<sup>re</sup>, 2011, 4 p. 237.
  60. Hc L, 1<sup>re</sup>, 2011, p. 234 ; Mg, 1<sup>re</sup>, 2011, p. 202 ; NLQ, 1<sup>re</sup>, 2011, p. 228.
  61. Mg, 1<sup>re</sup>, 2011, p. 202.
  62. Hc L, 1<sup>re</sup>, 2011, p. 130.
  63. N C, 1<sup>re</sup>, 2011, p. 253.
  64. Hc Z, 1<sup>re</sup>, 2011, p. 256.
  65. NLQ, 1<sup>re</sup>, 2011, 2 p. 236.
  66. Académie des sciences de l'URSS, *Fondements de la philosophie marxiste*, Moscou, 1958.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

## **L'économie après 1945**

Les grandes lois sociales de 1936 et de la Libération sont un apport des communistes ou des socialistes. 3<sup>e</sup>. 1<sup>re</sup>

L'action de l'État est la source principale de la croissance économique. 1<sup>re</sup>

Le monde a besoin d'une gouvernance économique mondiale.  
Tale

La croissance économique met la terre en danger. 1<sup>re</sup>

**Conclusion:** vers un approfondissement de la réflexion sur l'enseignement de l'histoire

## **SYNTHÈSES**

**L'histoire dans les manuels scolaires anciens**

**L'idéologie des manuels scolaires: un progressisme fataliste**

**Les manières de déformer l'histoire et comment s'en prémunir**

## **ANNEXES**

**Livres et sites Internet pour aller plus loin**

**Manuels anciens**

**Les meilleurs manuels récents**

**Table des abréviations**

**Notes**

---

\*. Les titres des sous-parties correspondent aux idées reçues

qu'il s'agit de réexaminer. On indique dans cette table des matières les classes dans lesquelles ces questions sont abordées.



Composition et mise en pages réalisées par  
Compo 66 – Perpignan  
255/2012

Achevé d'imprimé par  
CPI  
en juillet 2015  
N° d'impression: XXX  
Dépôt légal: septembre 2012  
*Imprimé en France*